

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 482 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
No 482
Oct.-Nov.-Déc. 2006
43^e année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

DANS CE NUMERO

- Thèses sur le parlementarisme
- Laguiller: auxiliaire du réformisme!
- Venezuela. Non au bulletin de vote, oui à la lutte de classe!
- La révolte d'Oaxaca au Mexique
- Fantômes carlyliens (précision)
- La LCR et le Venezuela
- A bas la nouvelle intervention militaire française en Afrique!
- Vie du parti: Réunion sur le Liban
- «Goupil»

L'impérialisme et les élections au Congo

Dans un numéro de cet été, le magazine économique «Challenge» consacrait un article aux futures élections au Congo - Kinshasa. On y découvre l'intérêt des capitalistes français et autres pour ce pays ravagé par la guerre et la misère, mais très riche en matières premières diverses:

«Géants du diamant, leaders de l'énergie et du BTP, délégations nationales, comme celle du MEDEF internationale en janvier... Depuis quelques mois, les visites d'hommes d'affaires se succèdent à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Tous viennent jauger les opportunités d'investissement en espérant que les élections du 30 juillet soient synonymes d'un paysage politique pacifié, favorable au climat des affaires. L'enjeu est de taille: ce pays, grand comme l'Europe occidentale représente un marché potentiel considérable. Surtout, il dispose de ressources naturelles les plus importantes du continent africain: des ressources minières (diamant, or, cuivre, cobalt), la deuxième forêt tropicale du monde, un potentiel hydroélectrique supérieur au barrage des Trois-Gorges. L'affaire est alléchante. Mais risquée» (1).

En effet la guerre et les meurtriers affrontements internes entre cliques bourgeoises rivales qui ont fait des victimes par centaines de milliers (le chiffre de plusieurs millions de morts est souvent avancé, même s'il est probablement gonflé) (2), ont aussi ruiné nombre d'infrastructures de base, déjà mises à mal par la crise économique prolongée des dernières années du régime de Mobutu. Le magazine cite un «observateur» français qui résume: «Le pays a toujours des allures de Far West où ne s'engagent que les aventuriers et quelques groupes à forte tradition africaine [sic!]. Mais un peu de stabilité politique permettrait aux affaires de reprendre». Ces aventuriers et ces groupes internationaux qui se concentrent sur les ressources minières, se livrent à un «pillage en règle» qui avait été dénoncé par un rapport de l'ONU en 2002; la guerre était devenue une affaire très lucrative qui alimentait également les coffres des pays voisins. Une première intervention militaire européenne sous direction française, à buts humanitaires bien sûr - qui en douterait? - avait alors semble-t-il calmé un peu le jeu.

Aujourd'hui la présence économique française reste limitée au Congo, se lamente le magazine: «Absents des concessions minières, les Français sont bien moins nombreux que les Chinois et les Sud-Africains».

(Suite en page 6)

La rupture avec l'électoralisme est une nécessité pour la lutte ouvrière!

Les prochains mois vont s'écouler sous le signe de l'intoxication à dose massive des prolétaires par l'opium électoral, à en juger par ce que nous avons déjà connu ces dernières semaines: le grand spectacle de la désignation du candidat du PS retransmis par les chaînes de télé. Le sujet brûlant de l'actualité pour tous les médias n'était plus les risques de nouveaux affrontements dans les banlieues, ni la chasse aux travailleurs sans-papiers, ni la «découverte» de la persistance et de l'aggravation des inégalités sociales, ni la croissance du nombre des RMistes, mais l'intronisation de la candidate du PS, présentée comme une nouvelle venue dans la politique où elle apporterait grâce et fraîcheur...

Merveille de la démocratie! Lénine expliquait déjà dans son ouvrage sur «L'Etat et la révolution», en citant Marx, que son essence était de «**décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement**».

La «nouvelle façon» de faire de la politique de Ségolène Royal est de ne faire jusqu'ici aucune promesse d'amélioration sociale aux travailleurs. Outre ses déclarations très commentées par exemple sur le rétablissement de l'ordre, elle a laissé entendre qu'elle ne remettrait pas en cause des lois votées par la majorité actuelle; ces déclarations-là ont eu moins d'écho, et pour cause: elles étaient à destination des milieux capitalistes qui avaient inspiré ces lois et qui veulent être certains qu'un changement à la tête de l'Etat ne les léserait en rien. La candidate du PS a rassuré les cercles bourgeois dirigeants qu'elle saurait défendre leurs intérêts autant qu'un Sarkozy, qu'elle saurait être aussi répressive que celui-ci, tout en risquant moins de déclencher des explosions sociales.

Mais en réalité les bourgeois n'avaient pas besoin d'être rassurés; des années de gouvernement de gauche ont fait la démonstration, si elle était nécessaire, que les partis de gauche sont des gérants non seulement loyaux mais efficaces du capitalisme; qu'ils sont capables de «faire le sale boulot» anti-prolétarien (comme l'avait déclaré Fabius quand il était premier ministre) que la droite n'arrive pas à faire sans risquer de déclencher de grandes luttes prolétariennes: après les affrontements en 1979 dans la sidérurgie, après les grèves de 1995, etc. C'est cela qui explique ces «étranges» phénomènes où, pour éviter de fortes flambées de luttes ouvrières, on a vu des forces politiques de droite faire gagner les élections à la gauche (en 1981, en 1996) ou l'inverse (en 1978, quand le PCF décida de faire gagner la majorité giscardienne).

Tout cela est évidemment inexplicable selon l'idéologie démocratique qui persuade les prolétaires que les élections sont le moment de l'expression de la «souveraineté du peuple» et que chaque «citoyen» a la

faculté de changer la politique de l'Etat en glissant un bout de papier dans une urne.

L'électoralisme est ainsi la plus puissante arme bourgeoise contre la lutte prolétarienne; tant que les prolétaires croient en effet qu'avec des bulletins de vote ils peuvent changer leur sort, tant qu'ils pensent que l'Etat est neutre et au dessus des classes et qu'il obéit à ces bouts de papier, pourquoi se lanceraient-ils dans la lutte directe contre les capitalistes et l'Etat bourgeois?

LEMENSONGEDÉMOCRATIQUE

L'essence du mensonge démocratique consiste à faire croire qu'il n'existe pas de classes sociales (ou que ces classes sociales ne sont pas en lutte) mais qu'il existe seulement des individus, des **citoyens**, tous libres et égaux en droit; le bulletin de vote du plus exploité des prolétaires a le même poids que le bulletin de vote de son patron; les deux individus ont donc le même pouvoir politique, selon le mensonge électoral démocratique.

En réalité derrière cette égalité fictive, une petite minorité d'individus qui possèdent toutes les richesses de la société - une classe sociale - dominant la société: la plus démocratique des républiques bourgeoises, expliquait encore Lénine, n'est pas autre chose que la **dictature de la classe capitaliste** do-

(Suite en page 2)

HONGRIE - 1956

Avec le répugnant accouplement entre communisme et démocratie, ils ont tout démoli, ces chiens de renégats

A l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection hongroise de 1956, le PCF a publié un communiqué qui est un chef d'oeuvre d'hypocrisie. On peut y lire qu'«une grande majorité du peuple hongrois réclamait la fin du stalinisme et la démocratisation de leur pays», que les manifestations «furent le début d'une grande révolte, qui, de l'armée aux conseils ouvriers des grandes usines de la capitale, des étudiants aux plus hauts dirigeants du pays, réclamait la liberté et le respect de la souveraineté du peuple hongrois», et qu'il s'agissait de «la faillite politique du système stalinien (...) une conception du communisme en tout point étrangère à celle qui est la nôtre. Le PCF qui s'est en effet toujours inscrit dans les combats du peuple de France pour la liberté, l'égalité, la fraternité reste plus que jamais mobilisé pour faire vivre notre idéal d'émancipation humaine».

Pas la moindre allusion à la position du PC à l'époque, à ses dénonciations virulentes des manifestants «fascistes», des «alliés de Hitler, les représentants de la réaction et du Vatican, que le traître Nagy avait installés au gouvernement» (1)! Mais si le PCF est obligé de cacher son passé, il est obligé aussi de cacher que «sa conception du communisme», démocratique, interclassiste, nationaliste, c'est-à-dire bourgeoise et anticommuniste, est aussi antiproletarienne hier, quand il applaudissait la répression dans les pays de l'Est, soutenait les guerres coloniales et condamnait les grèves en France, participait au gouvernement de reconstruction de l'impérialisme français, qu'aujourd'hui où il sabote toutes les luttes et se prépare à nouveau à aller au gouvernement rendre au capitalisme les services que celui-ci lui demandera.

Mais il ne faut pas se tromper sur la nature et la portée de l'insurrection. Le quotidien «Le Monde» qui en tant que porte-parole officieux des milieux dirigeants de la bourgeoisie française s'y connaît en matière de révolution, s'enthousiasme pour la révolte hongroise d'il y a cinquante ans: «(...) Un demi-siècle plus

tard, qu'a-t-on retenu de cette révolution assassinée, lors de laquelle un peuple, réconcilié avec lui-même, aura réussi en quelques jours à isoler l'Etat policier et à se former en conseils pour inaugurer une démocratie nouvelle? (...) L'un de ses aspects les plus remarquables tient dans la convergence entre un mouvement intellectuel contestataire et un mouvement ouvrier spontané, rencontre qui débouchera sur la formation d'innombrables comités révolutionnaires, chaque localité, chaque corps de métier se dotant de son propre conseil» (2).

On comprend que le grand quotidien se félicite de la **réconciliation populaire** et de la **convergence** des prolétaires inorganisés avec l'intelligentsia petite-bourgeoise, c'est-à-dire de la domination politique des premiers par la seconde. Les dirigeants des mouvements hongrois et polonais avaient en effet une orientation tout aussi bourgeoise, anticommuniste, que les impérialistes staliniens russes et leurs valets internationaux, résumée dans leurs objectifs de souveraineté nationale et de démocratie. L'insurrection hongroise n'était pas la première «révolution anti-totalitaire» comme le proclamaient les confusionnistes de «Socialisme et barbarie», ni le début d'une révolution politique au sein d'un Etat ouvrier comme le prétendaient les trotskystes. C'était un mouvement qui ne pouvait échapper à l'ornière de l'interclassisme qui stérilisait les poussées ouvrières. La voie de l'émancipation prolétarienne n'est pas démocratique et nationale, mais **classiste et internationale**, et elle est impossible en l'absence du **parti de classe**.

Nous reproduisons ci-dessous un article d'Amadeo Bordiga écrit au moment même où se déroulaient ces dramatiques événements, et publié (anonymement, comme tous les textes du parti) sur Il Programma Comunista n° 22, 3-17/11/1956. Le lecteur appréciera la force de la dialectique marxiste qui seule

(Suite en page 6)

La rupture avec l'électorisme est une nécessité pour la lutte ouvrière!

(Suite de la page 1)

minante, dictature qui s'applique au moyen de l'Etat. Ou, comme disait le vieux marxiste Lafargue: «le parlementarisme est la forme gouvernementale que revêt la dictature sociale de la classe capitaliste».

Pour éviter que les prolétaires s'attaquent réellement à leur dictature, pour éviter qu'ils entrent réellement en lutte pour se défendre contre l'exploitation capitaliste, les bourgeois répandent continuellement parmi les prolétaires les mensonges démocratiques et électoralistes, avec l'aide irremplaçable de leurs valets réformistes de toutes les nuances. Ces derniers ont eux aussi tout intérêt à participer à la diffusion des illusions électorales et du mensonge démocratique pour la bonne raison qu'ils ne veulent surtout pas renverser l'ordre social existant, mais seulement le défendre et y creuser leur trou: ils craignent donc le réveil de la lutte prolétarienne au moins autant que les bourgeois!

On a vu, par exemple, le ministre «socialiste» du Travail allemand déclarer en octobre dernier, à propos de statistiques révélant l'ampleur de la pauvreté dans ce pays: «Il n'y a pas de classe sociale en Allemagne. Il y a des hommes et des femmes qui ont des difficultés, qui sont plus faibles. (...) Mais je m'oppose à ce qu'on répartisse (les gens) en couches sociales».

Ou, lors des luttes de ce printemps, François Hollande, le dirigeant du PS, déclarer que la loi sur l'Egalité des chances et le CPE allaient être appliquée puisqu'elle avait été votée, et qu'il ne restait donc qu'à attendre un changement électoral à l'issue des élections de 2007.

Mais les jeunes, n'étant pas intoxiqués par l'opium électoral au point d'attendre sagement que des élections leur apporte éventuellement la satisfaction de leurs revendications, ont continué et amplifié leur lutte; et si, à cause de l'action de sabotage des appareils syndicaux, ils n'ont pas obtenu gain de cause sur tout ce qu'ils revendiquaient, ils ont au moins obtenu le retrait du CPE - que ne leur aurait probablement pas accordé un nouveau gouvernement de gauche, à se fier aux déclarations de Ségolène.

La démonstration a été faite ainsi pour des dizaines de milliers de participants au mouvement, non seulement qu'il existe une alternative à la voie électorale, mais que la voie de la lutte ouverte est la seule qui soit efficace, non illusoire, pour se défendre face aux patrons et à l'Etat.

Le rôle des prolétaires d'avant-garde est de le rappeler constamment, de combattre sans relâche les mensonges démocratiques, de combattre l'électorisme paralysant. Il leur faut en permanence rappeler aux prolétaires qu'ils peuvent se défendre, défendre leurs intérêts, non par les compétitions électorales dans le cadre du système politique bourgeois, mais, en dehors et contre ce système politique, uniquement par le retour à la lutte de classe contre leurs exploiters.

Il leur faut aller plus loin, sans doute, en montrant aussi la nécessité de l'organisation pour cette lutte, sur le plan de la lutte de défense «immédiate», quotidienne, comme sur le plan plus large de la lutte générale et politique, c'est-à-dire alors la nécessité de l'organisation politique, du parti de classe, unifiant, centralisant et dirigeant la lutte prolétarienne vers l'assaut contre la dictature bourgeoise et l'instauration de la dictature prolétarienne.

Mais la condition première pour que le difficile effort de retour à la lutte révolutionnaire de classe puisse demain se concrétiser et être fructueux, est la rupture sans attendre avec les illusions démocratiques et électoralistes.

THESES SUR LE PARLEMENTARISME

(FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE. MOSCOU 1920)

La question de l'attitude des communistes par rapport aux parlements et au système représentatif de la démocratie bourgeoise, fut l'une des questions discutées lors du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Sur le plan des principes, tout le monde était d'accord pour rejeter le crétinisme parlementaire (comme disait Marx) des sociaux-démocrates, et affirmer que l'émancipation de la classe ouvrière ne pourrait jamais être obtenue par la voie parlementaire et électorale, mais les divergences apparaissaient sur le plan de la tactique.

Les dirigeants bolcheviks préconisaient la tactique du parlementarisme révolutionnaire, c'est-à-dire de l'utilisation des parlements comme tribune d'agitation, restant entendu que l'axe fondamental de l'action des partis communistes devait se placer en dehors des parlements et des élections. Notre courant soutenait la tactique abstentionniste dans les Thèses ci-dessous, en se basant sur le fait que les pernicieuses illusions électoralistes étaient tellement ancrées au sein des masses prolétariennes en Occident, tellement alimentées par toute la puissance des réseaux de propagande bourgeois, que le parlementarisme révolutionnaire risquait de les conforter au lieu de les éliminer; et que cette tactique, employée par des partis en voie de constitution (ni en France ni en Italie, le Parti communiste n'avait encore été fondé) à partir des vieilles organisations social-démocrates pourries d'électorisme avait de grandes chances de dégénérer en parlementarisme tout court. Ce qui arriva malheureusement en quelques années.

* * *

1. Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puissent conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'œuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien: les Conseils ouvriers. La classe des exploiters étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus: la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3. Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les soviets locaux de députés ouvriers.

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5. Actuellement, la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de sa voie historique. Dans les pays où le régime existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6. Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat.

7. Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise; par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratisme des traîtres) et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'œuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers.

8. Dans ces conditions historiques, le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter - côte à côte avec les membres de la classe adverse - sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploiters.

9. La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison à préparé un terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est pourquoi les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10. La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisa-

tion et de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

11. Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la Troisième Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire; or, sans l'élimination des éléments social-démocrates, la Troisième Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

12. La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire. De la même manière il est impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refuse de se soumettre à toutes les formalités établies par la procédure électorale. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera que fonction de l'habileté à manœuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement; de même, le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus.

Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se déposent au contraire sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

« Il Comunista » n° 102 - Dicembre 2006 Nell'interno

- La nostra rotta è tracciata dal comunismo rivoluzionario, sulla linea storica del marxismo non adulterato
- A proposito dei moti d'Ungheria e di Polonia del 1956. Con la tresca immonda fra comunismo e democrazia tutto hanno sfasciato, i cani rinnegati
- SLL a congresso. La difficile gestazione degli organismi proletari di lotta indipendenti dal collaborazionismo e dal corporativismo
- I compiti multiformi ma inscindibili del partito di classe
- La rivolta di Oaxaca in Messico
- La finanziaria del centro-sinistra? E' il lavoro sporco di una coalizione che si dichiara amica dei lavoratori
- Dagli al macchinista
- Marcinelle. A cinquant'anni dalla strage di minatori
- Ribolla, la morte differenziale
- Note di lettura. David Riazanov
- Ciao Giovanni
- Dove trovare «il comunista»
- Peripezie della scheda bianca
- Fasti della democrazia assassina. Karl Liebknecht e Rosa Luxemburg assassinati dalla sbirraglia al soldo del governo socialdemocratico tedesco

Suplemento al N. 46 de «el programa comunista» Noviembre de 2006

Precio: Europa: 1 € . América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

En este suplemento:

- Venezuela: ¡ No a la papeleta electoral, sí a la lucha de clase! Chavismo y antichavismo: dos falsas alternativas a la lucha proletaria
- Las falsedades del pseudo-antiimperialismo chavista
- «Revolución chavista» y represión policial
- La abstención prepara al proletariado para los inevitables enfrentamientos de clase!
- ¿Y si Chávez fuera un comunista?
- El programa del Partido

Candidature Laguiller: auxiliaire du réformisme!

Lutte Ouvrière a annoncé officiellement cet automne la candidature d'Arlette Laguiller aux présidentielles. Ce n'était pas un scoop: le torchon brûle avec son partenaire réticent qu'est la LCR depuis le fiasco de leur campagne commune aux dernières législatives. LO critique âprement les tentatives d'unité de la LCR avec les courants les plus disparates liés aux grands partis de gauche, comme sa signature dans le cadre de ses alliances anti-libérales d'un texte «réformiste à l'eau de rose» ou ses déclarations - au PCF! - qu'elle était prête à faire partie d'un gouvernement qui s'opposerait au patronat, «romprait avec la logique libérale de la rentabilité financière [mais pas celle du profit?], et imposerait un contrôle des travailleurs» (1). Il lui est facile de se donner des airs de défense intransigeante des positions prolétariennes.

Mais la réalité est bien différente, comme on peut s'en rendre compte à la lecture de la présentation de la candidature Laguiller dans le n°1994 de «Lutte Ouvrière».

Le texte commence en disant que «c'est en réaffirmant son appartenance au camp [des travailleurs]» qu'Arlette a annoncé sa candidature, et il critique ensuite «la concurrence, la recherche du profit qui dominent tout dans ce système économique» et qui est la cause de la misère, de la baisse du niveau de vie, des difficultés diverses jusqu'à la pollution, etc.

Mais L.O. écrit ensuite: «il faut que dans cette élection soient réellement défendus les intérêts politiques et sociaux du monde du travail».

Les intérêts des prolétaires peuvent-ils être réellement défendus dans une élection, c'est ce qu'il faudrait précisément démontrer! Surtout que quelques lignes plus loin, le texte ne craint pas d'ajouter: «les travailleurs ne doivent pas se bercer de l'espoir que les élections de 2007 puissent apporter des changements dans leur vie». Comprenez qui pourra...

Mais en fait on comprend vite où veut en venir L.O. en continuant à lire sa profession de foi:

«Il faut que soit présente une candidature qui exprime clairement que le grand patronat, la grande bourgeoisie sont les ennemis directs de toute la population. (...) Leur mainmise sur l'économie et la société est la cause des maux principaux dont souffrent la majorité des travailleurs».

D'après ce qui est écrit ici, le patronat qui n'est pas grand (où est la limite?), la bourgeoisie qui est seulement moyenne, etc., ne sont pas la cause des maux dont souffrent les travailleurs, et ils doivent sans doute faire partie de «toute la population»... LO reprochait à la LCR dans le texte à l'eau de rose cité plus haut de ne jamais utiliser le mot capitalisme, mais, elle, elle «oublie» carrément, comme les réformistes, de parler de classes! «Toute la population», c'est un concept qui n'est jamais utilisé par les marxistes, parce que c'est un concept mensonger qui ne peut que cacher la réalité: la population est divisée en classes dont les intérêts sont différents et opposés. Les prolétaires ne peuvent pas ne pas lutter y compris contre les petits patrons qui leur imposent souvent une exploitation encore plus féroce que les grands, ils ne peuvent pas ne pas combattre l'influence désastreuse des petits-bourgeois, s'ils veulent défendre leurs intérêts réellement (donc en dehors des élections). Et pour cela, ils ne doivent pas se laisser engluer dans des alliances interclassistes avec une partie de leurs exploités qui n'aboutissent qu'à les paralyser. C'est ce que disent les marxistes, c'est ce que ne dit pas LO.

Poursuivons:

«La société, l'Etat n'exerce aucun contrôle sur les conseils d'administration des grandes compagnies industrielles. Pire, ceux qui les possèdent peuvent décider librement de la meilleure façon de gagner plus. Pour eux, tant pis si cela pousse à la misère une fraction

des salariés!».

Si l'Etat contrôlait les conseils d'administration des grandes entreprises, les choses seraient-elles différentes pour les prolétaires? Qu'en pensent les ouvriers de Vilvoorde jetés à la rue par une entreprise nationalisée (Renault)? Qu'en pensent les cheminots, employés par une entreprise d'Etat? Pour les marxistes l'Etat est **au service de la classe dominante** et selon les mots d'Engels, plus il contrôle d'entreprises, plus il devient un «capitaliste collectif». L'Etat n'est pas quelque chose de neutre, au dessus des classes, qui pourrait même être utilisé par les travailleurs pour se défendre des patrons, comme veut le faire croire les agents de la bourgeoisie. Il est l'instrument des capitalistes et leur rempart suprême, et il doit donc être détruit si l'on veut en finir avec ce système économique que LO accuse dans son texte, ou plutôt prétend accuser.

Car ce qu'elle sous-entend, c'est qu'il y aurait d'autres façons de «gagner plus», des façons qui ne pousseraient pas à la misère les salariés, un capitalisme humain en somme, si l'Etat et la société pouvaient contrôler les conseils d'administration! Rappelons à nos lecteurs que le contrôle ouvrier des entreprises, de la production, est une vieille formule d'agitation trotskyste que nous repoussons

en raison de son ambiguïté fondamentale: l'objectif d'un grand mouvement révolutionnaire ouvrier ne peut être un vague et incertain contrôle des usines, mais le renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration à sa place du pouvoir prolétarien totalitaire afin de détruire le capitalisme. LO reprend cette formule confuse du contrôle mais en lui ôtant jusqu'au dernier trait classiste pour le transformer en un contrôle populaire par «la société» et même par l'Etat bourgeois pour améliorer le capitalisme!!!

En réalité ce n'est pas par méchanceté particulière ou par cupidité spéciale que les capitalistes, grands ou petits, privés ou d'Etat, poussent à la misère les salariés, mais c'est parce que les lois économiques implacables du capitalisme les y obligent. Un capitaliste qui enrichirait ses salariés ferait rapidement faillite parce que ses profits auraient disparu: les profits naissent précisément du travail gratuit que les capitalistes peuvent **extorquer** aux prolétaires. Les périodes fastes d'expansion économique continuent où les travailleurs peuvent voir leur sort s'améliorer parce qu'ils reçoivent quelques miettes des profits fortement accrus, ne sont que des intervalles plus ou moins longs mais temporaires avant la rechute dans la misère et les guerres. Contrairement à ce dit implicitement LO, il n'est pas possible de réformer ou d'améliorer le capitalisme, il faut l'abattre!

Pour terminer cette profession de foi on ne peut plus réformiste, on voit, ce qui était inévitable, la fameuse intransigeance de LO

par rapport aux grands partis de gauche fondre comme neige au soleil:

«Chasser [la droite] du pouvoir, oui, ça ferait plaisir, et espérons qu'elle le sera. (...) On ne peut pas évidemment chasser la droite, dans les circonstances actuelles, sans ramener la gauche au pouvoir, cette gauche que les travailleurs connaissent déjà, et pas vraiment en bien.

(...) Alors il ne faudra donc pas ramener, les yeux fermés, la gauche au pouvoir, sans lui demander des comptes. C'est le sens de la candidature d'Arlette Laguiller, qui permettra au moins à l'électorat populaire de contribuer, par son vote, à chasser si possible la droite, mais en exprimant sa défiance vis-à-vis des dirigeants de la gauche qui l'ont déjà trompé bien des fois».

Plus question même de faire semblant de défendre les intérêts des travailleurs: le sens de la participation de LO à ces élections est de servir d'auxiliaire à la gauche - ces partis **ouvriers bourgeois** (ouvriers par leur composition sociale et leur électorat, bourgeois par leur politique) comme disait Lénine, qui ont toujours trompé les travailleurs - pour revenir au gouvernement.

Auxiliaire du réformisme anti-prolétarien: nous le savions, mais il n'est pas mauvais que ce soit eux qui l'avouent...

(1) Tract de la LCR diffusé à la fête de l'Humanité, reproduit dans l'organe théorique de LO, «Lutte de classe» n°99, octobre 2006.

VENEZUELA:

Non au bulletin de vote, Oui à la lutte de classe!

CHAVISME ET ANTICHAVISME : DEUX FAUSSES ALTERNATIVES À LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Depuis le coup d'Etat manqué, les choses sont calmées au Venezuela (vive le pétrole!). Mais les réformistes dramatisent la situation et exagèrent les menaces (USA, les bourgeois privilégiés, etc) pour continuer à gagner un appui parmi les masses. Cela n'implique pas que la bourgeoisie ne garde pas en réserve l'alternative militaire violente pour les temps économiquement difficiles, quand les réformistes au pouvoir commencent à perdre leur influence sur les prolétaires; c'est-à-dire quand les réformistes ne peuvent plus les endormir. C'est simple: quand tous les recours démocratiques - et pétroliers - utilisés pour rendre l'enfer capitaliste supportable aux prolétaires, se seront épuisés, alors se déchaînera la violence ouverte, non pas contre Chavez, mais directement contre le prolétariat. Les choses seront vraiment dangereuses, quand Chavez et cie diront qu'il n'y a pas de danger, qu'il ne faut pas se mobiliser...

Au Venezuela, étant donné la manne pétrolière, les secteurs dominants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui étaient devenues putschistes en ce mois malheureux d'avril 2002, veulent-ils réellement tourner la page et rétablir l'ordre parlementaire et électoral? Veulent-ils crédibiliser le jeu démocratique? Il est certain que beaucoup de ces bourgeois ont cherché plus ou moins à établir des passerelles politiques et économiques avec le gouvernement Chavez, faisant de ce dernier, qu'il le veuille ou non, le porte-parole inconscient de leurs intérêts. Mais ce qui est plus certain encore, c'est que Chavez est volontairement allé dans le sens que voulaient bourgeois et petits-bourgeois.

En tout cas, comme tous les réformistes, Chavez et les partis qui le soutiennent veulent faire croire aux masses déshéritées que les intérêts du capitalisme vénézuélien sont aussi les leurs ou au moins qu'ils sont compatibles avec leurs intérêts; pourvu que soient de balayés les corrompus et qu'il soit remédié aux situations anormales dans la société vénézuélienne, bref pourvu qu'une bonne politique soit menée, avec des revendications qui touchent les larges masses d'exploités et de pauvres; mais des revendications «vite oubliées» comme Marx prévoyait que feraient les petits-bourgeois démocratiques après avoir livré bataille avec les prolétaires contre l'ennemi commun. Marx disait, en 1850, dans son *Adresse à la Ligue de communistes* (1) que la démocratie petite-bourgeoise allait jouer le même rôle de trahison que la bourgeoisie libérale, dans la transformation des vieilles structures sociales et politiques féodales. Aujourd'hui aucune alliance n'est possible avec aucune fraction de la bourgeoisie; cette fois le prolétariat luttera seul et de façon indépendante sous son propre drapeau: «Son cri de guerre doit être la révolution en permanence!».

A l'observation de ce cirque électoral, derrière une lourde propagande sur un prétendu socialisme du vingt et unième siècle et derrière tous ces discours «socialisants», le chavisme cherche uniquement à ce que les prolétaires et les masses déshéritées défendent les intérêts capitalistes, soutiennent l'Etat bourgeois (pilier fondamental de la

domination bourgeoise sur la société) au travers d'une alliance interclassiste sous le nom de «patriotisme».

CHAVEZ ET ROSALES NE SONT PAS ADVERSAIRES MAIS CONCURRENTS ET COMPLICES D'UNE MÊME MAUVAISE ACTION

«L'adversaire, je le vois comme un concurrent, et pas comme un ennemi» (Revue de presse, 23/10/2006) répète Rosales, l'adversaire aux élections de Chavez. Et bien, cette compétition donne le tournis étant donné que cette même droite anciennement démocratique, puis putschiste et aujourd'hui démocratique avec des proclamations putschistes (!) agit la menace d'un gouvernement fasciste ou du «magnicide» [assassinat du président] - comme le chavisme agit le chiffon rouge de «L'invasion - occupation yankee». La droite putschiste est constituée par les vieux acteurs de l'appareil politique bourgeois du Venezuela. De même que pour Chavez et ses partisans, leur but est que les intérêts du capitalisme vénézuélien soient respectés et défendus. Les deux se complètent pour rendre dominants le discours et l'ordre bourgeois, la tranquillité sociale, la paix sociale; de deux côtés se trouvent la bourgeoisie et son gouvernement d'action nationale. Chavisme et antichavisme se

domination bourgeoise sur la société) au travers d'une alliance interclassiste sous le nom de «patriotisme».

En cela les réformistes rendent un grand service à la bourgeoisie, le meilleur qu'ils puissent lui donner: protéger le capitalisme vénézuélien de la colère des prolétaires en leur faisant croire que leurs ennemis ne sont qu'une poignée de privilégiés oligarchiques ou l'impérialisme étranger. Cette tâche de paralysie du prolétariat et des masses déshéritées s'appuie sur les discours et la propagande populiste de la démagogie chaviste; mais aussi sur l'opium classique de la démocratie, opium selon lequel les affrontements entre les classes sociales, entre exploités et exploités peuvent se résoudre pacifiquement en introduisant un bout de papier dans une urne: si les résultats du suffrage est contraire à leurs intérêts, les bourgeois l'accepteront sportivement, il s'inclineront devant le vainqueur et abandonneront gracieusement leurs profits et leur domination politique et sociale.

Une légende pareille, il n'y a que les petits enfants qui peuvent y croire!

succèdent et se répartissent le travail. Donnant en même temps l'impression épouvantable qu'il n'y a pas d'issue: ou Chavez ou l'opposition - mais toujours l'exploitation capitaliste!

C'est avec raison que les partis bourgeois et électoraux, chavistes et antichavistes, chantent les bienfaits de la Démocratie; tous appellent à participer au cirque électoral, à l'exception de la fraction «extrémiste» qui est représentée par SÚMATE (2). En réalité c'est cette organisation, incarnant le discours contre-révolutionnaire par excellence, qui dicte le moment et le terrain où se vérifient les réalités historiques. SÚMATE est l'organisation qui se place sur le terrain de l'affrontement physique dans la rue, sur le terrain de l'affrontement ouvert des classes, et non sur le terrain illusoire des luttes parlementaires et électorales. C'est sur ce terrain que se place la bourgeoisie quand les prolétaires commencent à échapper à l'opium électoral et ne

(Suite en page 4)

Venezuela:

Non au bulletin de vote, Oui à la lutte de classe!

(Suite de la page 3)

croient plus aux mensonges des réformistes et des démocrates.

Au Chili, quand les prolétaires commencent à se libérer de la paralysie infligée par Allende et les partis réformistes de l'Unité Populaire - qui ne défendaient rien d'autre que les profits capitalistes - la bourgeoisie lança contre eux les militaires, à la tête desquels se trouvait le plus «démocrate» d'entre eux: Pinochet.

Prolétaires!

Ne vous y trompez pas: c'est SÚMATE et ceux qui prônent l'abstention putschiste qui tirent les ficelles, et c'est contre leur stratégie que vous devez vous préparer!

Il faut se mettre dans la tête ce que le porte-parole de la Maison Blanche déclarait quelques heures après le coup d'Etat raté: «la légitimité ne se mesure pas au nombre de suffrages», c'est-à-dire: **la légitimité est ce qui sert aux intérêts des bourgeois et des impérialistes, et tout le reste (élections, Démocratie, Droit..., etc.) n'est que du vent: il n'était pas possible de donner de meilleure leçon de marxisme!**

Les putschistes vont et viennent, ou ils se dissolvent pour un moment dans la campagne de Rosales, mais cette candidature elle-même joue sur les deux tableaux: si elle gagne, tout le vieil appareil de la dite «oligarchie» retournera au pouvoir et imposera un programme économique et répressif sans fioritures; et si elle perd, elle descendra dans la rue pour protester que les élections ont été frauduleuses.

Et pendant ce temps les prolétaires continueront à être atteints d'un dangereux strabisme, drogués de démocratie et en proie à une terrible confusion où les a plongés le réformisme chaviste. Raison de plus pour rejeter les illusions pacifistes et électoralistes. Les prolétaires doivent prendre leur sort en main et ne pas se laisser mener par les chants de sirène des uns ou des autres.

L'abstention est donc un puissant et efficace terrain de lutte et de démarcation, y compris au sein même des rangs chavistes, dans une lutte vers la gauche contre Chavez qui les mène dans le précipice de la Démocratie (3). En effet sans l'aide précieuse des oscillations politiques typiques de la petite-bourgeoisie démocratique, cela fait bien longtemps que la bourgeoisie aurait été renversée!

Les classes petites bourgeoises avec leurs organisations politiques cherchent à attirer les masses sur la base de leurs propres visions bourgeoises; elles cherchent à les organiser sur la base de revendications nationales bourgeoises, d'assainissement des marchés, d'un contrôle nationaliste, populaire de PDVSA [la grande entreprise pétrolière qui produit la plus grande richesse du pays], de l'émancipation nationale, du développement d'initiatives nationales («capitalisme endogène»), de sauvetage des valeurs de la Patrie, de la famille, du drapeau et de la culture nationale: en un mot elles cherchent à leur faire oublier ou abandonner les revendications propres de la classe ouvrière.

Les représentants politiques de cette petite-bourgeoisie démocratique nationaliste qui sont au pouvoir ne peuvent comprendre ce qu'ils font ni les résultats qu'ils obtiennent, c'est pourquoi ils feront toujours les mêmes «erreurs»!

Les prolétaires ne doivent avoir aucune confiance dans ces gouvernements, défenseurs en réalité du capital (et non de «l'humanité») comme ils se vantent de l'être. Ils ne doivent attendre rien de bon de leur part.

Pour la reconstitution du parti de classe international! Pour la révolution communiste mondiale!

A bas la démocratie, vive la lutte de classe prolétarienne!

Novembre 2006 (Supplément Venezuela à El Programa Comunista n°46)

bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à leur rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible. Ils réclament donc avant tout que l'on réduise les dépenses publiques en limitant la bureaucratie et en reportant les principales impositions sur les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament ensuite que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la création d'établissements de crédits publics et des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables, des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du régime féodal, le régime de propriété bourgeois soit partout introduit à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut un mode de gouverne-

ment démocratique, constitutionnel ou républicain, qui leur assure la majorité, à eux-mêmes et à leurs alliés, et une autonomie administrative, qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par des fonctionnaires». Cf Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, Londres, mars 1850.

(2) SÚMATE est une organisation dépendant des fonds du *National Endowment for Democracy*, organisme du Congrès des Etats-Unis qui, au nom de la défense de la démocratie dans le monde, sert à financer les forces bourgeoises pro-américaines (par exemple, elle a financé la dite «révolution orange» en Ukraine et elle avait financé le coup d'Etat manqué d'avril 2002 au Venezuela). Au moment de concevoir cet article SÚMATE était chargée d'appeler à l'abstention («grève électorale») et par conséquent à l'insurrection civile contre le gouvernement de Chavez, cherchant à rejouer les journées d'avril 2002. Aujourd'hui nous ne savons pas si SÚMATE continuera à jouer le même

rôle au sein de la menaçante réaction bourgeoise au Venezuela.

(3) L'élément prédominant du point de vue statistique au sein du chavisme est sans aucun doute le prolétariat: ce sont ses larges couches qui servent de locomotive au train de la démocratie bourgeoise, populaire et interclassiste. Ce n'est pas surprenant: la majorité des grands partis réformistes, comme le MVR-PT, ont été des organisations à composition prolétarienne mais dont la politique était bourgeoise.

La tâche centrale et difficile des communistes était et est toujours d'arracher les prolétaires à l'influence, désastreuse pour la lutte de classe, de ces partis contre-révolutionnaires. La seule tactique possible est la lutte politique ouverte et intransigeante contre eux.

Si elles ne veulent pas continuer à être dupées par le capitalisme et si elles veulent défendre les intérêts de leur classe, les fractions avancées du prolétariat devront **rompre avec le chavisme et s'organiser sur des bases politiques de classe.**

LA RÉVOLTE D'OAXACA AU MEXIQUE

Depuis plusieurs mois la ville d'Oaxaca, capitale de l'Etat mexicain du même nom, est le centre d'un important mouvement de lutte qui a connu les attaques répétées des forces de répression (police, armée et forces paramilitaires) qui ont fait de nombreuses victimes: fin novembre on comptait 22 morts et 34 disparus.

Le point de départ a été la journée d'inaction rituelle qu'organise au mois de mai lors du renouvellement des contrats de travail, le Syndicat National des Travailleurs de l'Enseignement. Pour ce syndicat depuis toujours collabo du pouvoir, il ne s'agit que d'un pâle simulacre de lutte destiné à faire tomber la pression née des conditions difficiles que connaissent les instituteurs. Mais dans l'Etat d'Oaxaca, la Section 22 du SNTE, en opposition à la pratique de collaboration des classes de la bonzerie syndicale traditionnelle, décida de lancer le 22 mai une grève, en pensant que le gouvernement de l'Etat d'Oaxaca allait donner une réponse immédiate aux demandes de négociation (1).

Cette réponse fut donnée le 14 juin: à 4 heures du matin les autorités locales lançaient une attaque contre les grévistes qui avaient installé, selon l'habitude mexicaine, un campement de protestation (*planton*) sur la place centrale: des milliers de policiers, hélicoptères, chiens, gaz lacrymogènes, etc. Pendant plusieurs heures des affrontements vont opposer forces de l'ordre bourgeois aux grévistes, rejoints par nombre d'habitants de la ville; il y aura des centaines de blessés, mais les policiers sont contraints de se retirer, tandis que les manifestants vont commencer à occuper les bâtiments administratifs et à dresser un peu partout des barricades gardées jour et nuit pour empêcher le retour des policiers; dans la période qui a suivi, des stations de radio et de télévision locales sont occupées pour empêcher la désinformation systématique des autorités et transmettre les nouvelles de la lutte.

A la suite de ces affrontements, le mouvement va prendre une toute autre allure; des gigantesques manifestations de protestation ont lieu à Oaxaca, et les revendications sociales des enseignants (revalorisation des salaires) passent au second plan devant la revendication de démission du gouverneur. Les autorités tout en jouant le pourrissement de la situation, ont sporadiquement recours à des «escadrons de la mort» qui la nuit tirent sur les manifestants. Les participants parlent d'une «Commune» en référence tant à la Commune de Paris qu'aux communautés indiennes (l'Etat d'Oaxaca est un de ceux où la population indienne est la plus nombreuse).

Sous prétexte d'élargir le mouvement, la section locale du syndicat des enseignants est à l'initiative de la constitution d'une «Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca». Signe du soutien face à la répression et du ras-le-bol général par rapport à la véritable mafia des dirigeants politiques inamovibles, l'APPO regroupe 340 organisations, associations et partis divers «de différents secteurs de la société de cet Etat» et à la mi-

novembre, après la chute des barricades à la suite d'une nouvelle intervention brutale et massive des forces de répression, elle a même donné naissance à un «gouvernement alternatif».

Cette APPO a fait couler beaucoup d'encre. Certains en Europe ou ailleurs veulent y voir une véritable Commune à l'image de la Commune de Paris ou une sorte de soviet populaire, un instrument de double pouvoir des ouvriers et des paysans, voire le début de la révolution au Mexique.

En réalité, il s'agit d'un rassemblement **interclassiste** qui a eu pour rôle de diluer le mécontentement social explosif dans une lutte démocratique, pacifiste, de désobéissance civile. Après avoir soutenu la campagne présidentielle du parti de centre-gauche PRD, l'APPO a essayé de convaincre le Sénat mexicain (où la droite est majoritaire) de la vacance de pouvoir à Oaxaca en paralysant la ville, afin que soient organisées de nouvelles élections dans l'Etat. Puis elle a engagé des négociations discrètes avec le gouvernement, tandis que la fameuse section syndicale «combative» appelait les enseignants à la reprise du travail - ce qui était d'ailleurs inévitable après 5 mois de grève et l'absence de perspectives concrètes. Certains groupes trotskystes locaux très minoritaires peuvent bien dénoncer la trahison de la section syndicale 22 et les manœuvres des dirigeants de l'APPO pour arriver à un compromis avec les autorités, ils ne savent rien proposer d'autre que la poursuite du mouvement sur sa base démocratique interclassiste avec l'objectif de la destitution du gouverneur. La constitution du soi-disant gouvernement alternatif avec comme objectif de «construire un pouvoir qui va peu à peu détruire de lui-même le pouvoir existant», prenant en charge les fonctions dévolues à l'Etat (!), est sans doute une réponse à ce genre de critiques. Mais c'est évidemment le meilleur moyen d'épuiser le mouvement tout en évitant au maximum la confrontation avec cet Etat, qui comme tout Etat bourgeois ne peut être détruit peu à peu! Ce n'est pas un mouvement **populaire et démocratique de désobéissance civile**, mais une **révolution prolétarienne violente** et dirigée par le **parti de classe**, qui pourra abattre l'Etat bourgeois et y substituer la **dictature du prolétariat**.

* * *

Les événements d'Oaxaca sont le fruit d'une situation politique, économique et sociale qui n'est pas seulement propre à cet Etat, l'un des plus pauvres du Mexique (mais aussi l'un de ceux où les activités liées au tourisme sont les plus prometteuses).

Le taux de chômage mexicain était officiellement de seulement 3,6 % en 2005; mais les spécialistes estiment généralement qu'il est en réalité de 25%, et que pratiquement la moitié de la main d'oeuvre est en état de sous-emploi ou d'emplois informels (petits boulots). Selon les estimations le nombre de pauvres varie de 45 à 70 millions (soit de 45 à 70% d'une population d'un peu plus de cent

millions d'habitants), alors que la richesse de la minorité capitaliste n'a cessé de croître. Le développement industriel du Mexique, que ce soit sous la forme des *maquiladoras*, ces usines où les prolétaires sont soumis à une exploitation bestiale de la part de sociétés américaines ou travaillant pour le marché américain, ou des entreprises internationales classiques (Volkswagen, etc.), souffre de la concurrence de pays où les salaires sont encore plus bas, comme la Chine.

La dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires a été à l'origine de plusieurs grèves dures dans les derniers mois. Cela a été notamment le cas des longues grèves dans la sidérurgie. Les 500 grévistes occupant le complexe sidérurgique de Lazaro Cardenas (Etat de Michoacan) où existe une longue tradition de luttes, subissaient fin avril une attaque de près d'un millier de policiers et militaires qui faisait 2 morts et une quarantaine de blessés. Cependant malgré la répression, les travailleurs ont semble-t-il, en partie au moins, obtenu satisfaction.

L'usure du parti bourgeois dirigeant le Mexique depuis près de 80 ans, le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), est le reflet des mutations économiques du pays. Un nouveau parti de droite, le PAN (Parti d'Action Nationale) expression des cercles bourgeois plus modernes, est venu concurrencer le vieux parti des caciques, tandis que sur sa gauche se créait le PRD (Parti de la Révolution Démocratique). En 2000 le candidat du PAN, Vicente Fox, devenait le premier président non membre du PRI. Cette année son successeur Felipe Calderon a été déclaré vainqueur devant le candidat du PRD Lopez Obrador. Ce dernier a dénoncé les fraudes électorales et s'estime le vainqueur des élections. Il a mobilisé ces partisans qui ont organisé à Mexico des manifestations et occupations de places de plusieurs centaines de milliers de personnes, peut-être plusieurs millions, << et il s'est proclamé le véritable président.

Le caractère massif de ces mobilisations est sans aucun doute un signe du mécontentement qui s'est accumulé envers les politiciens qui dirigent le pays; mais le fait que le candidat du PRD puisse incarner le changement est aussi le signe de la profondeur des illusions existantes. Le PRD est un parti modéré de centre-gauche, dont le programme économique n'est pas différent de celui du PAN et c'est un gouverneur du PRD qui avait autorisé l'envoi des forces de répression contre les grévistes de Lazaro Cardenas.

L'instabilité politique qui paraît s'installer au Mexique ne doit pas induire en erreur. Les poussées sociales y sont encore contenues, comme c'est inévitable, par un mélange de répression ouverte et de diversion démocratique. Mais le déploiement de la lutte sociale ouverte, de la lutte de classe est inexorable; d'ailleurs les émigrés mexicains aux Etats-Unis ont déjà montré en manifestant massivement et en faisant grève ce premier mai, sans doute de manière encore confuse, mais puissante, que les prolétaires mexicains

(1) «Les petits bourgeois démocratiques,

Fantômes carlyliens (Précision)

Un passage du «Fil du Temps» publié sur le n° 480 du Proletaire, «Fantômes Carlyliens», a suscité de la perplexité chez certains lecteurs. Le voici:

«... Même, en économie, il y a longtemps que nous en avons fini avec l'idée stupide selon laquelle le marxisme revendiquait l'égalité de contribution et de rémunération, y compris comme un objectif à long terme. Sous le communisme, il y aura toujours une inégalité entre l'effort et la consommation, mais cela n'aura plus aucune importance».

Il est vrai que le passage est rapide et qu'il mérite une explication. Le lecteur qui n'est pas ferré en théorie marxiste peut y voir une apologie de l'inégalité salariale, comme cela se pratiquait en URSS au nom du socialisme, ou la conception selon laquelle l'argent ou le salaire continuerait à exister sous le communisme!

Bordiga, qui ne parle pas du tout de salaire, vise en fait, de façon un peu trop allusive, la vieille erreur théorique qui fait de l'obtention du **fruit intégral du travail** l'objectif du socialisme. L'exploitation capitaliste consiste en ce que le capitaliste qui paye le temps de travail du prolétaire à sa valeur (valeur qui correspond à toutes les dépenses nécessaires à la reproduction de sa force de travail), le fait cependant travailler un certain temps sans le payer (*surtravail* qui se transforme en *profit* quand la marchandise produite est vendue), ce qui est possible parce que le travail humain produit plus que sa valeur. Par conséquent, selon cette conception, il faut revendiquer de recevoir un salaire équivalent intégralement à tout le travail effectué, et alors l'exploitation disparaît!

Le marxisme explique qu'aucune économie, capitaliste ou communiste, ne peut fonctionner sur cette base. Même sous le communisme, on ne recevra pas le fruit intégral du travail parce qu'il faudra toujours en défalquer une partie pour compenser l'usure des équipements et pouvoir redémarrer le cycle économique suivant, une partie pour l'entretien des personnes ne travaillant pas (malades, vieillards, enfants, etc.) ou pour les générations futures, etc. Il y aura toujours un *surtravail*, mais avec la disparition de l'argent, du salaire et de l'échange mercantile, ce ne sera plus de l'exploitation. Chacun donnera à la société sous forme de travail ce qu'il pourra donner (et qui est inégal selon les individus) et il recevra ce qu'il voudra selon ses besoins (inégaux aussi selon les individus).

Dans la phase du socialisme inférieur et encore plus dans la période de transition consécutive à la prise du pouvoir, ce que recevra chacun dépendra de ce qu'il aura donné, du travail qu'il aura fourni parce que la société issue de la révolution n'a pas encore extirpé le capitalisme et instauré des rapports de production socialistes.

Marx a développé en mai 1875 de façon lumineuse ces points parmi d'autres dans sa «Critique du programme de Gotha». Le Parti ouvrier allemand avait dans ce programme avancé la revendication du «produit intégral du travail» ainsi qu'une série d'autres tout aussi erronées.

Oaxaca ...

sont en train de reprendre ce long chemin.

Pour continuer sur cette voie il leur faudra éviter les embûches démocratiques, les impasses interclassistes; il leur faudra retrouver les armes fondamentales de la lutte de classe, s'organiser de façon indépendante de toutes les autres classes, constituer leur parti de classe internationaliste et international. Cela ne se fera pas sans mal, ni rapidement.

Mais c'est la condition pour que demain naisse la **Commune prolétarienne de Mexico**, et qu'elle soit victorieuse!

(1) D'après l'interview d'un membre de ce syndicat. cf Prensa de Frente, 29/10/06, publié sur risal.collectifs.net

La LCR et le Venezuela, ou l'éternel suivisme antiprolétarien du centrisme

Le gouvernement de Chavez est encensé par une grande partie de la gauche et de l'extrême gauche en Europe qui croient dur comme du fer à la réalité du «processus révolutionnaire bolivarien» au Venezuela ou qui s'extasient devant les déclarations anti-américaines du bouillant colonel.

Lors de sa visite officielle en France en octobre 2005, les partisans de Chavez avaient tenu un petit meeting de soutien à la mairie du XI^e arrondissement (maire George Sarre) où étaient présents entre autres, Chevènement, Danièle Mitterrand et Annick Coupé (Union Syndicale Solidaires). Le colonel avait accordé le lendemain une entrevue officielle à l'Hôtel Hilton à Marie-George Buffet pour le PCF et à Krivine pour la LCR. Le même jour, après un dîner avec Villepin, Chavez faisait une déclaration pour condamner les jeunes révoltés des banlieues: «sont-ils tous fous? (...). Nous condamnons cela. Nous exprimons notre solidarité au peuple français et au gouvernement français, qui est un gouvernement frère, un ami!» (1).

Les «trotskystes» de la LCR, en bons faux révolutionnaires, sont éternellement à la remorque de tous les réformistes et de tous les démagogues dès lors qu'ils ont une influence sur les travailleurs. Les déclarations d'amitié de Chavez avec le gouvernement français ne pouvaient donc pas suffire à doucher leur enthousiasme pour l'action de ce dernier au Venezuela. Il n'y a pas si longtemps qu'ils s'enthousiasmaient pareillement pour le brésilien Lula (un de leurs camarades était même devenu ministre de la réforme agraire, chargé de rouler les paysans sans-terre!) ou le sandiniste Ortega, aujourd'hui élu président du Nicaragua grâce au soutien de l'Eglise catholique à ses positions proprement **réactionnaires**. Sans parler du soutien sans faille apporté autrefois aux différentes organisations nationalistes bourgeoises dans les pays du dit «Tiers-Monde» qu'ils n'ont jamais hésité à qualifier de «socialistes»: il est vrai qu'ils contribuaient à répandre la fable de l'existence du socialisme dans les pays de l'Est où il n'y avait jamais rien eu de plus que du capitalisme d'Etat...

La LCR a publié l'année dernière une petite brochure intitulée «Le Venezuela en révolution». Reconnaisant dans sa conclusion que «la révolution socialiste n'est pas faite au Venezuela, l'appareil d'Etat n'est pas démantelé, les travailleurs n'exercent pas le pouvoir, les capitalistes (...) ne sont pas expropriés» (autrement dit, pour des marxistes, la bourgeoisie est toujours **la classe dominante**), elle y affirme cependant que nous sommes en présence d'«un processus révolutionnaire où tout est possible».

Ce qu'est un *processus révolutionnaire*, par ailleurs «inédit», la LCR serait bien incapable de l'expliquer; elle avertit donc l'éventuel lecteur qui, ayant quelques notions de marxisme, s'étonnerait de ses affirmations, qu'étant «à des milliers de kilomètres et dans de toutes autres conditions, [elle doit] mener ses analyses avec prudence et (...) s'appuyer sur ce que rapportent les révolutionnaires qui vivent et militent là-bas» (et sans doute aussi sur ce que lui confie Chavez)...

La «prudence» de la LCR ne s'exerce que vis-à-vis du marxisme. Dans la brochure de cette organisation qui se réclame (bien à tort!) de Trotsky, il est uniquement question de «peuple vénézuélien», de «mouvement populaire», etc., jamais de classes et de lutte de classe. En polémique contre les stalinien qui, en Allemagne, avançaient la formule de «révolution populaire», Trotsky rétorquait que c'était le langage des fascistes, qui opposaient ce slogan «à la formule marxiste de révolution de classe».

Le peuple est composé de plusieurs classes sociales dont les aspirations et les intérêts sont différents. La révolution n'est donc possible, rappelait-il, «que si le prolétariat, loin de se laisser absorber par le "peuple", par "la nation", développe son **programme particulier** de révolution **prolétarienne** et contraint la petite bourgeoisie à choisir entre les deux régimes. Le mot d'ordre de "révolution populaire" est une berceuse, endormante

pour la petite bourgeoisie comme pour les larges masses ouvrières» (2).

La LCR ne parle que de «nouvelles formes d'organisation populaires», d'«auto-organisation» des habitants des *barrios* de Caracas dans des «assemblées populaires», de la nécessaire «intervention décisive des masses populaires» dans le «processus révolutionnaire» en cours pour «achever la révolution», d'une «dynamique qui peut créer les conditions d'une transformation profonde de la société et des consciences»; ce charabia ne sert qu'à cacher la nécessité de l'existence du parti de classe dirigeant les luttes du prolétariat pour que puisse voir le jour et triompher la révolution. Contre l'hypothèse avancée alors par certains dirigeants soviétiques qu'en Angleterre les syndicats pourraient être devenir le vecteur de la révolution, Trotsky énonçait il y a 80 ans avec le mode tranchant et sans équivoque du langage marxiste, la leçon cardinale enseignée par la lutte des classes:

«**La révolution prolétarienne ne peut triompher sans parti, en dehors du parti, en passant à côté du parti, par un succédané du parti.** (...) Nous avons payé trop cher cette conclusion sur le rôle et l'importance du parti dans la révolution prolétarienne pour y renoncer aussi facilement ou simplement l'atténuer» (3).

Sans l'organe dirigeant qu'est le parti, le prolétariat est toujours vaincu dans le combat contre son ennemi de classe, la bourgeoisie, de même qu'une armée qui irait à la bataille sans état-major serait immanquablement battue. Cet enseignement valable pour tous les pays, ses disciples dégénérés l'ont complètement renié. En effet les trotskystes soutiennent bien la construction d'un «Parti Révolution et Socialisme» car, disent-ils, les partis chavistes ne répondent pas au «besoin d'indépendance politique et de classe», mais la première décision de ce PRS a été... d'appeler à voter Chavez pour les élections de décembre! Il ne s'agit donc que d'un nouveau parti chaviste, ni de classe, ni politiquement indépendant...

Les partisans de la dite «révolution bolivarienne» mettent régulièrement en avant l'«anti-impérialisme» du gouvernement, les discours violemment anti-américains de Chavez. La LCR reconnaît bien que «le chavisme poursuit néanmoins une politique extérieure assez classique, cherchant à sortir de la dépendance économique totale... sans s'affronter directement à la mondialisation capitaliste» (comment pourrait-il en être autrement si la bourgeoisie et son Etat n'ont pas été renversés?); mais cela ne l'empêche pas d'y voir «des points d'appui contre l'impérialisme» et d'écrire que «le Venezuela est devenu une sorte de nouveau centre pour la gauche latino-américaine et une référence pour une grande partie de la gauche radicale et révolutionnaire».

La seule chose à en déduire, c'est que cette gauche - et la LCR en fait partie - qui prend comme référence un «processus» qui ne s'affronte pas directement au capitalisme, qui ne s'attaque pas à l'Etat bourgeois ni ne songe à exproprier la bourgeoisie, est tout sauf radicale et révolutionnaire!

Elle n'est qu'une variété du réformisme dont la fonction éternelle est d'égarer le prolétariat, de lui barrer la route de la reprise de la lutte de classe en suscitant les pires illusions sur les possibilités de «transformation» sociale en laissant intact le capitalisme et toutes les institutions bourgeoises (4).

Pour avoir une vision réaliste de la nature et de la politique du gouvernement de Chavez, ce n'est pas vers ces pseudo-révolutionnaires qu'il faut se tourner, mais vers... les bourgeois eux-mêmes.

Le «Financial Times», porte-parole autorisé des milieux financiers de la *city* londonienne, a ainsi publié cet été un article intitulé: «La révolution de Chavez enrichit les banquiers vénézuéliens». On peut y lire: «Lors des époques de révolution, les banquiers se retrouvent habituellement devant les pelotons d'exécution. Mais au Venezuela pour eux c'est la fête. (...) "Il nous faut transformer

les structures du capitalisme" a dit récemment [Chavez] à ses partisans dans un discours semé de citations de l'idole révolutionnaire Che Guevara. Mais jusqu'ici, plutôt que nationaliser les banques, la redistribution "révolutionnaire" de l'argent du pétrole a multiplié les richards, faisant de plus en plus de Caracas un aimant pour les banquiers internationaux, Suisses et autres. Et ce ne sont pas uniquement les banquiers privés qui comptent sur la révolution. Francisco Faraco, un expert bancaire, dit que les banques locales sont en train d'engranger sous Chavez les plus gros profits de leur histoire» (5).

L'article entre ensuite dans des détails qu'il serait trop long de rapporter, notamment à propos d'une vaste opération spéculative organisée par l'Etat sur l'achat de bons argentins, avant de citer les paroles du président de la Banco Venezolano de Crédito: «Grâce aux étroites relations de certains banquiers avec le gouvernement, les banques au Venezuela se portent extrêmement bien, mieux en réalité que ce que suggèrent leurs bilans officiels» (le quotidien londonien écrit qu'il est en effet difficile de savoir ce que gagnent les banques car leurs opérations à court terme, les plus profitables, n'apparaissent pas dans leurs bilans - et donc, ajouterons-nous, ne peuvent pas être sujettes à impôt!). L'article du Financial Times se termine en disant que cette orgie bancaire pourrait se terminer si la «rhétorique» socialiste chaviste devenait réalité, le gouvernement imposant une réglementation sévère à l'activité des banques (ce qui n'aurait en fait rien de socialiste, le socialisme signifiant la disparition de l'argent et donc des banques!).

Mais si la politique financière du gouvernement a bien été déterminée par ses «étroites relations» avec les milieux bancaires comme l'écrit le journal, c'est une preuve supplémentaire que ce gouvernement ne fera jamais de sa fumeuse rhétorique socialiste une quelconque réalité, parce que les intérêts qu'il défend, la classe qu'il représente, le mode de production qu'il soutient, sont intégralement et uniquement **bourgeois**.

Le rôle des «socialistes révolutionnaires» n'est donc pas comme le prescrit la LCR de «s'inscrire dans le mouvement suscité au Venezuela, pas en opposition au processus, mais bien au sein de ce processus pour y développer leur conception (sic!) du socialisme et du pouvoir aux travailleurs».

Il ne s'agit pas d'une discussion ou d'un débat démocratique à mener entre diverses conceptions, mais de l'affrontement inévitable et nécessaire entre partisans de la révolution prolétarienne et défenseurs du capitalisme, reflet de l'affrontement entre les classes. C'est pourquoi le rôle, fondamental et irremplaçable, des «socialistes révolutionnaires» est à l'**exact opposé**: il leur faut travailler en vue de la constitution du parti de classe sur la base du programme communiste authentique; travail qui n'est possible que dans la lutte contre toutes les fausses perspectives réformistes, contre toutes les adaptations au chavisme sous prétexte de son influence sur les masses et pour la rupture des prolétaires avec toutes les forces liées de près ou de loin à l'Etat bourgeois et la reprise de la lutte indépendante de classe.

C'est un travail qui ne peut pas espérer des succès immédiats et faciles étant donné la force actuelle du réformisme chavisme. Mais c'est le seul qui est porteur d'avenir, le seul qui ne conduit pas le prolétariat dans les impasses mortelles où veulent le conduire tous ses faux amis, les charlatans «démocrates», «bolivariens» ou «révolutionnaires» en paroles.

(1) Associated Press, Caracas, 20/10/2006.

(2) Lettre à Andrés Nin du 14/4/1931 publiée dans la brochure «Leçons d'Espagne». cf L. Trotsky, «La révolution espagnole», p. 97.

(3) «Les leçons d'Octobre», 15/9/1924. Cité dans «L'Internationale communiste après Lénine», tome I, p. 232.

(4) L'hebdomadaire de la LCR en fait la démonstration à propos de la Bolivie. Défendant la semi-nationalisation (le gouvernement parle de «processus de nationalisation») des compagnies pétrolières par le

L'impérialisme et les élections au Congo

(Suite de la page 1)

Les services officiels français signalaient en 2004 que les intérêts tricolores investis en RDC étaient «modestes». Étaient présents Alcatel, Alstom, Bouygues, Total, Perenco (une petite société pétrolière qui avait racheté les actifs de l'américaine Chevron dans le pays), le Crédit Agricole, Bolloré, Castel (brasserie), etc (3). «Mais la RDC est redevenue un enjeu économique» déclare un diplomate à «Challenge» qui conclue: «Nombreuses sont aussi les entreprises françaises qui prennent leur marque en vue de l'après-élection. Selon les bureaux d'études, "il n'y a pas un secteur qui ne puisse être porteur d'investissement juteux". Les opportunités foisonnent (...) "Nous sommes tous dans les starting-blocks, les yeux rivés sur l'après-30 juillet [date du premier tour des élections]" reconnaît un chef d'entreprise. "Si le pays se pacifie, ce pourrait être la ruée" »

Cette perspective de **ruée impérialiste** explique les efforts de ce que les journaux appellent «la communauté internationale», autrement dit les impérialismes les plus puissants, pour pacifier le Congo: ce n'est pas le sort tragique des populations déshéritées qui les motive, mais la perspective de futurs profits «juteux» si les richesses congolaises redeviennent **exploitables**. Ils avaient poussé à l'établissement d'un fragile gouvernement de coalition entre les 4 grandes bandes bourgeoises qui s'affrontaient, comme première étape avant la formation d'un gouvernement unitaire qui devrait suivre les premières élections organisées dans le pays depuis l'indépendance. Les impérialistes savent d'expérience que la démocratie est le système idéal pour dissiper les tensions, sociales et autres, et permettre le bon fonctionnement du capitalisme.

Un autre magazine français, qui n'a rien de révolutionnaire ni d'anti-impérialiste, «Le Nouvel Observateur», écrit: «A partir de 2003, Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Belgique, plus les Sud-Africains, mettent le Congo sous tutelle. Ils y déploient le plus grand contingent actuel de casques bleus (17000 hommes), renforcé de 2000 soldats européens pour passer la période critique des élections. Et ils paient: ces trois dernières années l'équivalent d'une fois et demie le PIB annule congolais. (...) Les principaux "parrains" de la transition ont atteint un autre de leurs objectifs majeurs: l'élection de Joseph Kabila. (...) Sans trop l'aider directement, discrétion oblige, les "parrains" lui ont donc déblayé la voie pour qu'il prenne le pas sur ses rivaux, le laissant bafouer les règles qu'ils avaient mission de faire appliquer» (4). Rajoutons que c'est l'Allemagne qui assure la direction des soldats européens qui patrouillent dans la capitale, la gigantesque et turbulente Kinshasa toujours prête à exploser, tandis que la France qui y est aussi présente, est en plus prête à tout moment à envoyer rapidement des renforts, comme elle l'a déjà fait il y a quelques mois, à partir de sa base au Gabon.

Il n'est pas étonnant que ce journal de gauche gémisses sur le peu de respect des règles démocratiques par les «parrains» qui ont toujours considéré que «seul un homme à poigne pourrait remettre le pays en ordre»: la démocratie est le système politique spécifiquement bourgeois parce que c'est lui qui convient le mieux au libre jeu du capitalisme et qui gêne le plus l'émergence de la lutte prolétarienne. Mais cela ne signifie pas que le respect des règles démocratiques soit le but des bourgeois ou des parrains impérialistes: leur but c'est uniquement et toujours la défense de leurs intérêts. La démocratie pure, idéale, n'existe précisément que dans l'idéologie bourgeoise. La démocratie réelle, elle, sert essentiellement à tromper les prolétaires en camouflant la domination complète de la bourgeoisie sur la société.

Les prolétaires et les masses pauvres congolais n'ont rien à attendre de la victoire démocratique du candidat choisi par les parrains impérialistes Kabila (mais l'autre candidat du deuxième tour, le sinistre Jean-Pierre Bemba, coupable d'innombrables exactions dans son fief, n'était en rien meilleur). Les bourgeois locaux ou étrangers ne son-

gent qu'à les faire trimer pour empocher des profits, ou à les laisser végéter dans la misère. Alors que quelques voix s'élevaient pour demander de revoir tous les contrats abusifs qui permettent le pillage des ressources minières congolaises, «le ministre belge des Affaires étrangères a mis en garde: ne toucher à rien sous peine de "pénaliser le développement" de ce secteur crucial. (...) la connivence entre les plus grands groupes internationaux et l'élite congolaise paraît à nouveau scellée» (5).

Il est clair que ce ministre, parlant ici pour tous les parrains impérialistes, n'a en vue que le développement... des bénéfices de ces grands groupes internationaux. Ce qui se cache derrière les hypocrites discours bourgeois sur le développement (durable ou non), la lutte contre la pauvreté, etc, c'est l'exploitation accrue, la misère, les guerres.

La seule perspective d'avenir, au Congo aussi, c'est celle de la lutte prolétarienne entraînant derrière elle la masse gigantesque des opprimés et des déshérités, en liaison avec le réveil de la lutte prolétarienne dans les métropoles impérialistes.

Cela signifie que les prolétaires d'ici en reprenant la lutte anticapitaliste, ne se défendront pas seulement eux-mêmes, mais apporteront une aide décisive aux opprimés du monde entier.

**Impérialisme, hors d'Afrique!
Vive la lutte ouvrière internationale!**

(1) «Challenges» n°44 (13 juillet - 30 août 2006).

(2) voir «La guerre au Congo-Kinshasa», «Le Prolétaire» n°447.

(3) Fiche de synthèse de la Mission Economique de Brazzaville (Ambassade de France au Congo, 2004).

(4) «Le Nouvel Observateur» n°2195 (30 novembre - 6 décembre 2006).

(5) Ibidem.

A bas la Nouvelle Intervention militaire française en Afrique!

Au moment de boucler ce journal, nous apprenons les premières et discrètes informations sur une nouvelle intervention militaire de ce véritable **gendarme de l'Afrique** qu'est l'impérialisme français.

Lareprise des combats au Tchad avec le retour de la saison sèche était plus que prévisible, étant donné l'impopularité abyssale du sanglant régime d'Ibriss Deby qui a réussi à s'aliéner y compris des membres de son clan. L'armée française continue à apporter un soutien logistique aux forces militaires de ce régime aux abois, et Deby a laissé entendre qu'il demanderait un appui plus musclé s'il en était besoin.

Mais c'est dans la République Centrafricaine voisine que les troupes françaises ont livré bataille avec l'appui d'avions Mirage. Les gouvernements et les Autorités militaires ne donnent bien sûr qu'une version «soft»: les soldats auraient agi en «légitime défense» (légitime défense de gangsters). Mais en visite fin novembre à N'Djamena, capitale du Tchad, le premier ministre Villepin a déclaré: «la France a une responsabilité particulière vis-à-vis du Tchad. (...) C'est dans ce sens que nous avons été amenés à réagir très vigoureusement à Birao» (au nord-est de la Centrafrique) lors de la reprise de l'aérodrome de cette ville à des rebelles le 27 novembre. Des avions français ont également bombardé des rebelles le 30 novembre. Devant l'aggravation de la situation, le gouvernement français envisagerait de renforcer les troupes présentes dans ce pays et au Tchad par des éléments venus des forces présentes en Côte d'Ivoire. Officiellement il y avait 1200 soldats français au Tchad et 300 en Centrafrique avant la venue d'éventuels renforts. Mais pour pallier au nombre limité de ses soldats, Paris a émis la proposition de stationner des supplétifs - sous la forme d'une force internationale de maintien de la paix, bien sûr - à la frontière du Tchad et du Soudan.

Nous reviendrons sur ces événements et sur la situation au Darfour dans le prochain journal. Rappelons seulement quelle est la **responsabilité particulière** des prolétaires français vis-à-vis du Tchad et de l'Afrique: la lutte contre toutes les exactions de «leur» impérialisme.

HONGRIE - 1956

Avec le répugnant accouplement entre communisme et démocratie, ils ont tout démoli, ces chiens de renégats

(Suite de la page 1)

permet d'allier la lucidité impitoyable de l'analyse des forces politiques et sociales en jeu, au refus d'un quelconque indifférentisme doctrinaire devant un tel mouvement.

* * *

DANS L'ARÈNE DÉMOCRATICO-POPULAIRE

Alors que la portion d'Europe passée dans la sphère américaine après la guerre paresse dans l'euphorie du régime parlementaire reconquis, dans la sphère russe le sous-sol social s'est mis à trembler de façon terrible, dévoilant l'idiotie de cette construction historiquement bâtarde qu'on appelle **démocraties populaires**.

Ceux qui applaudissent le courage des rebelles hongrois, le font au nom des mêmes idéaux: peuple, liberté, indépendance nationale, démocratie. Ceux qui applaudissent la répression impitoyable de l'insurrection le font au nom de la merveille du système des démocraties populaires au sein desquelles, selon eux, se construirait le socialisme.

Les opportunistes occidentaux classiques, légitimes héritiers des sociaux-traitres de 1914 crient à tous les échos que le socialisme ne peut naître que dans un cadre démocratique - comme cela fut crié au parlement italien. Mais c'est précisément sous cette formule, sous ce drapeau, que leurs adversaires embarrassés, silencieux et en plein désarroi, les «communistes» indigènes, ont vanté les mérites des régimes polonais, hongrois et des autres «satellites». Où selon eux, il n'y a pas de pouvoir soviétique, pas de dictature du prolétariat, mais, originalité qui les place au premier rang des fameuses voies nationales, implantation de la construction du socialisme sur une base démocratico-populaire.

Le sang coule donc à flot; comme coulent à flot les misérables interpellations oratoires et journalistiques entre partisans d'un même idéal historique, de la même forme sociale de l'avenir.

Il est de règle que lorsque la lutte politique débouche sur le recours généralisé aux armes, les voies de l'histoire apparaissent clairement à l'humanité; les forces humaines se mobilisent alors de façon déterminée en faveur de la nouvelle organisation sociale en train de naître, ou contre elle.

Les félicitations ou les condamnations les plus prolixes sont émises aujourd'hui des côtés les plus divers et les plus inattendus; mais aucune perspective d'avenir n'apparaît clairement au milieu des fumées de la lutte et des incendies. Les uns attribuent le vigoureux mouvement hongrois à un complot provoqué par une Sainte-Alliance réactionnaire, voire féodale, tandis que les autres l'inscrivent parmi les plus grandioses épopées de l'humanité en lutte contre l'oppression; mais alors même qu'il est toujours en cours, ce mouvement ne se laisse pas si aisément classer.

LES ARMES ET LES OBJECTIFS

L'appréciation marxiste de ce qui est en train de se passer au cours de ces jours tragiques ne peut se réduire à se prononcer pour l'une ou l'autre des forces armées qui s'affrontent; il ne suffit pas - ce qui doit être fait-, de prendre parti en faveur des rebelles et contre les «forces de l'ordre» hongroises et russes qui veulent les écraser dans une lutte à mort où des deux côtés personne n'hésite à recourir à la terreur. Souhaiter la victoire des révoltés dans la lutte difficile et sanglante n'implique pas de pousser la solidarité et l'enthousiasme pour leur mouvement jusqu'à y voir le retour complet à la voie communiste révolutionnaire, le rejet total de l'infâme vague de trahison opportuniste personnifiée par le stalinisme comme par l'antistalinisme du XXe Congrès russe.

Nous avons le devoir d'aller plus loin et

de dire que, quel que soit le résultat de la profonde crise qui va ébranler toutes les instables «démocraties populaires» européennes, un tel retour est historiquement très lointain. La révolution ne vit pas d'illusions et d'extrémismes sentimentaux et vides.

Nous n'en sommes pas encore au retour à un mouvement indépendant de la classe ouvrière; il s'agit d'un mouvement interclassiste de travailleurs et de classes semi-bourgeoises qui ne va pas au delà des mots d'ordre hypocrites derrière lesquels se rangent les saboteurs du communisme révolutionnaire, de l'Internationale de Lénine. Il est impossible de le nier. Il faut regarder la vérité en face. Mais avec suffisamment de force dialectique pour comprendre et accepter le fait historique que ce n'est que par là que peut passer la reprise de la lutte révolutionnaire. C'est pour l'heure un retour en arrière, un retour à un stade de lutte qui apparaissait déjà dépassé il y a plus d'une trentaine d'années, et qui au fond reprend les schémas et les alignements quarante-huitards. Mais on ne peut hésiter dans le choix entre l'adoption de ces orientations dans le cadre corrompu des manoeuvres politiciennes et parlementaires et leur réapparition sur le terrain de la lutte courageuse et héroïque les armes à la main.

Si nous avons le devoir de ramener à leur base de classe et d'intérêts sociaux les mouvements qui poussent les insurgés d'aujourd'hui jusqu'aux sacrifices les plus désespérés, cela n'empêche pas que c'est une bonne nouvelle qui nous vient de la Hongrie ensanglantée: les grandes capitales savent encore devenir des volcans de lutte comme il y a cent ans; les techniques ultramodernes des polices d'Etat et des armées peuvent être combattues par des civils presque sans armes qui, pour des raisons de classe pas du tout aussi claires que nous le voulions et l'espérons, arrachent armes et soldats des mains des forces de répression; et pas seulement en raison de la renaissance d'objectifs nationaux et patriotiques, si est exact le fait glorieux et riche de promesses internationalistes au vrai sens du terme, que des détachements de soldats **russes** auraient retourné leurs armes et seraient passés du côté des révolutionnaires. Les possibilités **techniques** de briser la force paralysante de la machinerie d'Etat moderne depuis l'extérieur (ce dont le révisionnisme antimarxiste avait commencé à douter à partir de 1890, en s'appuyant mensongèrement sur le vieux Friedrich Engels demeuré toujours fièrement insurrectionnaliste) existent toujours aujourd'hui, à l'époque des chars de combat, de l'aviation et des armements atomiques. Varsovie, Berlin-Est, Poznan, en ont donné des preuves éclatantes, bien qu'encore malheureuses. Pour la première fois nous avons vu dans un cadre national surgir de terre l'armée irrégulière d'une insurrection; et si celle-ci n'arrive pas à prendre le pouvoir, ce sera par défaut d'organisation politique bien plus que militaire, et précisément à cause d'une base de classe que des déterminations plus fortes que toute volonté rendent incertaine et vulnérable aux basses et honteuses manoeuvres des puissances de l'Ouest et de l'Est.

MIROIR DÉFORMANT

Mais nous ne pouvons malheureusement pas en rester là. Puisque le caractère tragique des heures qui s'écoulent n'est pas propice à de longues dissertations, et même si cela peut sembler une froide opération à nos rares camarades communistes internationalistes, jetons quelques coups d'éclair dialectiques sur le processus concret en comparant la Pologne et la Hongrie et sur la façon - plus risible encore qu'infâme - dont les renégats italiens, ces mafieux de la politique, l'ont accueilli avec des grimaces de pleureuses et des excuses de gamins pris en faute.

L'«Unita» répète tous les jours que l'insurrection hongroise est une **provocation** et qu'elle tend à restaurer un régime non seule-

ment bourgeois, parlementaire et capitaliste libéral (dont en théorie et en pratique ils sont les partisans déclarés, selon les thèses qu'ils ont pissées pour leur Congrès imminent - à moins qu'il faille l'annuler?), mais même un régime fasciste à la Horthy ou féodal à la Estherazy (3). Evidemment, ces gens-là sont incapables de réaliser que même lors la guerre civile en Russie, Lénine dénonçait la menace d'un retour au pouvoir des capitalistes et propriétaires terriens bourgeois; et que nous avons enterré l'épouvantail du féodalisme en rejetant les boniments des sociaux-patriotes anti-allemands ou anti-russes sur l'éclatement de la première guerre mondiale. Ils ne peuvent comprendre, ces écrivassiers Eduqués par trente ans de **cours universitaires** où, comme on voit, ils n'ont pas seulement appris l'art de la trahison des principes, mais aussi celui très précieux de se faire protéger de la plus idiote façon par l'ennemi, ces écrivassiers ne peuvent pas réaliser que de Dioclétien à Néron, de Torquemada à Radetsky ou à Stolypine et mille autres encore, il n'y a pas eu dans l'histoire de répression qui n'ait utilisé la découverte de provocateurs comme prétexte à des massacres.

Le 28 octobre encore, cette feuille se fait téléphoner de Budapest à Varsovie par un correspondant assez fou pour la signer, la bonne nouvelle qu'on espère liquider dans la nuit les derniers groupes d'insurgés. Si tel est le sort de celui qui se bat avec le fusil, quel sera l'avenir avec ces moyens-là, de celui qui se bat avec la plume?

Mais dans son numéro du 27 octobre, le même journal reproduisait sur deux pages complètes, le discours de Gomulka, discours vraiment notable avec un ton d'indépendance auquel nous n'étions en vérité plus habitués. L'évolution en Pologne est différente: nous en sommes aux discours, pas aux fusillades et aux bombardements comme en Hongrie. Si Gomulka se trouvait derrière une barricade et non à une tribune, il ne nous serait pas permis de démontrer, comme nous allons le faire tout de suite mais de façon sommaire, que par rapport à lui nous devons nous positionner comme devant un ennemi ouvert. Le marxisme fait la distinction entre la polémique qui utilise les discours et celle qui utilise les armes: à certaines périodes, il conclut de façon diamétralement opposée dans les deux cas; c'est ainsi qu'en 1863 il se solidarisa sans conditions avec les insurgés polonais dans leurs objectifs qui n'étaient que patriotiques et bourgeois - et leurs idéologies démocrates, qu'à Londres il accablait de mépris et de sarcasmes. Mais il y a une autre différence entre la Pologne et la Hongrie: le dirigeant déposé là «à la manière stalinienne» (la plus stupide des explications pour tout un drame historique) ne va pas au gouvernement pour appliquer un programme aussi nettement anti-russe - et pour nous nettement opposé au véritable communisme; il y va pour prendre en charge la répression de la révolte, comme ce sale Nagy avec ses compères et ses hommes de main. Il ne nous

intéresse pas d'établir une différence entre les deux types et de proférer des banalités sur la soif de «revenir» au pouvoir, mais de confronter les deux phases si différentes d'un développement étroitement analogue

MESQUINERIE POLONAISE

Dans ce que le journal italien rapporte du discours de Gomulka, en le reprenant à son compte, relevons tout d'abord le long passage sur l'insurrection de Poznan; il démontre indéniablement que n'y prirent part aucun de ces *agents de l'impérialisme étranger* comme le prétendait à ses lecteurs l'«Unita» pour justifier le massacre des ouvriers d'usine. Ceux-ci étaient descendus dans la rue pour un motif strictement économique de classe. La conclusion de Gomulka, orateur et polémiste efficace sans aucun doute, est inattaquable: «des agents impérialistes et les provocateurs peuvent exister et exercer leur activité en tous lieux et à tout moment, mais ils ne peuvent jamais et nulle part décider de l'attitude de la classe ouvrière. (...) S'ils le pouvaient (...) les ennemis de la Pologne et du socialisme auraient un tâche bien plus facile (...)». En outre, non camarade Gomulka (même si tu n'es pas encore flic professionnel), le socialisme comme doctrine et action ne serait que du vent.

Poznan, comme le processus lui-même l'a démontré, a été un pur mouvement de classe, et les prolétaires en furent les protagonistes autonomes. Mais ce fut un mouvement local, qui posa sans doute des revendications de classe, mais qui n'avaient pas un rayon national et ne posaient pas le problème du pouvoir politique. Le mouvement hongrois, s'il l'emportait, aurait sur Poznan l'avantage de dépasser les limites locales et économiques, mais le défaut d'être hybride du point de vue de sa base de classe.

Le mouvement que représente Gomulka a le défaut d'être pacifique et non pas insurrectionnel; et s'il ne se produit pas de nouveaux événements brisant la sourde voie démocratique, nous avons le droit de critiquer à fond sa victoire.

Politiquement, les revendications de son programme sont ouvertement de démocratie parlementaire, il n'y a pas besoin de citations. Le gouvernement bourgeois actuel est un gouvernement bourgeois.

Socialement, il est **vraiment** un gouvernement démocratico-populaire, alors que le précédent était démocratico-populaire programmatiquement. Le mouvement en Pologne, dit Gomulka, s'appuie sur trois couches sociales: ouvriers, paysans et étudiants. Les étudiants ne sont pas une classe, ni les intellectuels, mais ce troisième terme signifie petite-bourgeoisie et bourgeoisie. Un tel gouvernement n'est pas plus que ne le serait un gouvernement Guy Mollet ou Saragat (4).

Economiquement, les positions polonaises sont désastreuses d'un point de vue marxiste. Dans l'agriculture, le leitmotiv de la déstalinisation ne peut avoir d'autre sens que de reculer à un stade inférieur à celui atteint sous Staline. La dissolution des coopératives (analogues aux kolkhozes russe est préconisée si les paysans veulent se partager la terre, ce qui serait en train de se faire, les armes à la main, dans la campagne hongroise.

Dans la nouvelle organisation agraire, trois formes sont admises: la petite entreprise paysanne, la coopérative volontaire et des entreprises de type capitaliste, qui se défend d'être une entreprise de **koulaks**. Voilà quelques sont les **erreurs** que corrigent ceux qui renient Staline: les derniers faibles vestiges d'un semi socialisme potentiel. Mais au moins on y voit plus clair: la base historique de démocratie populaire ne signifie pas édification du socialisme, mais reconstruction d'un capitalisme déclaré.

Dans la question de l'industrie, nous sommes en plein dans les erreurs complètes, dans les blasphèmes antimarxistes de Staline en 1952. Nous avons pu les épingler dans le «Dialogue avec Staline» et en établir à l'avance les bases doctrinales, qui nous ont permis en 1956 dans le «Dialogue avec les morts» de démontrer que le XXe Congrès, au lieu de les condamner pour revenir au marxisme, avait reculé encore sur des positions antisocialistes.

Pour Gomulka, il s'agit de faire renaître une économie industrielle basée sur la loi de la valeur et sur la baisse des «coûts de production» afin que les entreprises deviennent **ren-**

tables. Nous avons fait la démonstration *ad abundantiam* que c'est là l'inverse de la «construction» du socialisme. Remarquons ici seulement combien il est démagogique de s'excuser auprès des ouvriers de l'industrie de ne pas pouvoir augmenter les salaires, quand on a comme programme de diminuer les coûts de production. C'est le même programme que celui des thèses pour le VIIIe Congrès du parti italien qui veulent le beurre et de l'argent du beurre.

Conclusion. Gomulka est un ennemi et preuve est faite de la thèse historique selon laquelle qui va vers la démocratie libérale va vers le capitalisme et tourne le dos au socialisme.

PÉRIODE HISTORIQUE MAGYARE

En Hongrie se battent les étudiants bourgeois, les paysans, les ouvriers. Il est clair que ces derniers sont au premier rang dans la lutte, qu'ils en supportent le poids le plus grand, que l'insurrection a comme meilleur rempart la grève générale de usines et des services publics et que sa force militaire, quelle que soit l'issue de la lutte, se base sur les énergies de la classe laborieuse.

Le programme du mouvement, il n'y a pas à en douter malgré l'insuffisance des informations, n'est pas comparable à celui qui fut victorieux en 1919: dictature du prolétariat, terreur sociale contre les propriétaires bourgeois des usines et de la terre.

Au centre du programme actuel se trouve l'**indépendance nationale**, la libération de la Hongrie des troupes étrangères, la constitution d'un gouvernement à base parlementaire avec liberté d'action pour tous les partis. Le classique bobard de la construction du socialisme - le pire piège contre-révolutionnaire à l'époque actuelle - ne fait pas partie du programme des insurgés, bien que la force ouvrière soit la plus importante parmi eux. Il ne serait même pas dans le programme du rétablissement de l'ordre Nagy (5), si ce dernier a, comme il paraît, formé un gouvernement de front national avec des partis antisocialistes. Du reste en Pologne aussi le programme de Gomulka - qui n'arriverait peut-être pas à mener une répression sur ordre de Moscou - contient des invitations aux partis populaires et paysans.

Nous ne devons pas nous faire des illusions: la magnifique insurrection hongroise lutte pour une Hongrie libérale, parlementaire et bourgeoise.

En 1848, les ouvriers peu nombreux luttèrent sur les barricades pour le même résultat, atteint tardivement et après de longues batailles. Pour Marx et pour nous, c'était une lutte sainte et un résultat révolutionnaire, la voie historique par laquelle il fallait nécessairement passer pour aller au socialisme.

Aujourd'hui les ouvriers hongrois sont bien plus nombreux, ils ont une bien plus grande importance dans le pays. Mais la situation historique les a contraint à choisir les mêmes alliés. Leur lutte est patriotique et nationale, et nous n'avons pas le droit de la présenter comme une lutte pour des objectifs de classe et pour le socialisme.

Cependant il ne faut pas oublier la distinction fondamentale entre les fronts unis dans les manoeuvres politiques et ceux qui naissent dans la lutte armée. Même dans ces conditions, l'intérêt général de la classe ouvrière et du communisme international est du côté des insurgés en armes.

L'énorme recul des objectifs pour lesquels la classe ouvrière est obligée à verser son sang, est la conséquence de l'épouvantable extermination de la force révolutionnaire mondiale dont les différentes étapes au cours de ce siècle portent les noms, parmi mille autres moins connus, de Staline, de Tito, de Kroutchev, de Gomulka, de Rákosi, de Geroë, de Nagy et ainsi de suite sans nous abaisser à citer des noms de pays latins.

La collaboration entre ouvriers et petits bourgeois est une formule rétrograde, mais elle garde encore une dignité historique si elle a pour objet une systématisation nationale bourgeoise et si elle paye cet étape historique au prix du sang.

Elle est nulle, vide et ignoble quand elle se fait passer dans les pays largement développés pour un moyen de passer du capitalisme au socialisme, quand elle noie la perspective de Marx et de Lénine de la dictature

révolutionnaire dans les basses manoeuvres électorales et parlementaires. Et le fracas des mitraillettes ne permet pas de donner une meilleure appréciation des **résistances** pendant la guerre: ce n'était pas des épisodes de guerre civile mais des actes de complicité avec les armées étatiques en conflit et elles ont représenté un nouveau pas terrible dans la dégénérescence de la formation classiste du prolétariat.

POUR LES COMMUNISTES, IL N'Y A PAS D'ÉTRANGERS

Laissons de côté le sordide épisode de l'association des Nenni, toujours avides d'empocher le fric des prix décernés par les partis ou les pouvoirs dictatoriaux, avec ceux qui combattent la dictature du prolétariat au nom des valeurs éternelles du charlatanisme libéral. Parmi les pénibles écrits et déclarations des hommes de main les plus endurcis de la grande bande contre-révolutionnaire, on trouve la déclaration de la Confédération du Travail contre l'emploi de troupes étrangères, c'est-à-dire soviétiques, c'est-à-dire du pays qui paye les prix de la paix, et la reconnaissance que ces troupes sont utilisées contre les travailleurs.

Il est difficile de savoir qui mériterait la palme de l'hypocrisie la plus totale, entre ceux qui saluent l'insurrection et ceux qui applaudissent à sa répression - et qui sont membres du même parti!

A l'époque de la guerre russo-polonaise de 1920 les communistes authentiques comptaient sur l'intervention de la glorieuse armée russe en Pologne pour soutenir le mouvement de ces camarades bolcheviks parmi les plus valeureux contre l'oppression maintenue par les **agents**, alors bien réels, de ces défenseurs éternels de la liberté que sont la France et l'Angleterre.

Si en Hongrie des agents du capitalisme mondial travaillaient vraiment à une contre-révolution bourgeoise et s'il existait encore en Russie une armée rouge de classe, il faudrait se réjouir de son action.

Seuls ceux qui, comme nous, considèrent cette armée comme étant une armée impériale d'Etat utilisée partout contre les objectifs prolétaires et socialistes, ont le droit de condamner ses violences.

DU CALME, L'AVENIR EST GRIS

Si les informations selon lesquelles les forces soviétiques ont été contraintes de reculer et de partir devant l'acharnement des insurgés, sont véridiques, nous ne pouvons que nous réjouir de la démonstration historique que les plus formidables appareils de domination peuvent être ébranlés, et qu'une audacieuse insurrection peut se répandre comme une épidémie d'un capitale à une autre, comme ce fut le cas autrefois, en 1848. Mais les marxistes révolutionnaires ne peuvent partager la satisfaction des bourgeois du monde entier, on ne peut plus heurter qu'à l'avant-garde de l'approbation se trouvent tous les socialistes opportunistes pour revêtir leur basse besogne d'un lambeau de ce drapeau du socialisme qui à l'Ouest comme à l'Est a servi à égarer les masses depuis quarante ans.

La joie de la principale place-forte du capitalisme, l'Amérique, qui soulagée de la perspective d'ennuis en série, va utiliser le répit pour s'adonner au *rock and roll* politique de ses élections présidentielles charlatanesques, avec la perspective de gains importants dans l'investissement de capital offert en cadeau aux pays rompant le rideau de fer, cette joie exprime le succès de la pire force de la contre-révolution.

Les communistes pro-russes s'en aperçoivent péniblement, eux qui n'avaient pas bronché quand Moscou avait lié leur sort à celui de l'Amérique, et que celle-ci fit la fortune de leurs bandes européennes.

Ils ne peuvent plus **avouer** l'erreur des erreurs: avoir cru conserver la force matérielle, tout en laissant s'évanouir l'énergie vitale de la fidélité aux principes de la doctrine. Mais combien de temps faudra-t-il aux prolétaires pour comprendre que le même reniement des principes se trouve dans le programme de la nouvelle Hongrie, «libre», et par conséquent bourgeoise, admirable pour sa courageuse

La LCR et le Venezuela, ou l'éternel suivisme antiprolétarien du centrisme

(Suite de la page 5)

gouvernement de Morales, «mesure très positivement accueillie par l'ensemble de la société bolivienne (sic!)», y compris l'opposition de droite, «Rouge» accuse les partisans d'une véritable nationalisation de ne pas prendre en compte la faiblesse structurelle de l'Etat bolivien. L'objectif de Morales, selon «Rouge» qui le soutient implicitement, est de «reconstruire un appareil d'Etat (...) tout en faisant face aux compagnies transnationales et aux pressions corporatistes (resic!)». Objectif intégralement bourgeois et spécifiquement anti-ouvrier...

(5) cf «The Financial Times», 17/8/2006. Dans un article du 16 août le «New York Times», écrivant qu'il faut distinguer la rhétorique et les faits, décrivait ce qu'il appelait les liens économiques croissants entre le Venezuela et les Etats-Unis; en particulier «le Venezuela maintient des liens étroits avec les banques de Wall Street». La banque d'affaires Morgan Stanley est notamment chargée de la fructueuse affaire de la vente des bons argentins au Venezuela.

(Suite en page 8)

HONGRIE - 1956

(Suite de la page 7)

combativité mais déplorable du point de vue de la doctrine sociale?

En Italie aussi les misérables renégats du marxisme et du léninisme ont repris le mot d'ordre de la Hongrie révoltée à leurs maîtres: **indépendance nationale!** Mais ils n'ont jamais acquis la doctrine dialectique de Lénine: nous, communistes, nous brisons la chaîne des nations parce que c'est le seul moyen pour faire disparaître le nationalisme, forme historiquement utile uniquement pour réaliser des résidus de révolution bourgeoise.

Peut-être les renégats ont-ils eu le courage de crier après Budapest qu'en Italie et en Occident aussi, il y a des troupes d'occupation et des formes de colonisation? Ils ne le pouvaient pas car ce sont précisément ces forces qui leur ont ouvert la porte des ministères à Rome, et ils ont trop répandu l'opium du culte de la démocratie. Opium qui intoxique la Hongrie et l'Italie, bien que celle-ci soit aujourd'hui aussi lâche qu'un mouton.

Le mouvement hongrois, aussi admirable soit-il, n'est pas le nôtre. Et il n'ouvre pas l'ère nouvelle que nous attendons.

* * *

Au moment d'aller à l'imprimerie, nous

apprenons que les troupes soviétiques rentrent en Hongrie et que le gouvernement Nagy s'adresse à l'ONU en protestant contre la nouvelle intervention militaire russe. L'article a été écrit avant ces derniers événements, mais son orientation reste entièrement valable. Les troupes russes ne reviennent pas en Hongrie pour «rétablir un régime socialiste» puisque les mots d'ordre et le programme russes sont les mêmes que ceux des Hongrois - démocratique-populaires, interclassistes, nationaux - mais pour défendre avec la brutalité sans retenue de tout impérialisme, les positions impériales menacées du **capitalisme** soviétique. Dans cette immense tragédie, les ouvriers hongrois sont doublement victimes du reniement stalinien de l'essence du mouvement révolutionnaire prolétarien: ils se sont sacrifiés dans un mouvement violent non classiste mais national-démocratique; ils seront peut-être écrasés (mais ils n'ont pas encore dit leur dernier mot) par les blindés nationaux-démocratiques. Puisse leur sang être inscrit dans le grand livre de la vengeance prolétarienne - pour la révolution de demain.

(1) Déclaration du BP du PCF, publiée par

«l'Humanité» du 5/11/1956. Aujourd'hui la version selon laquelle l'insurrection hongroise a été une «contre-révolution fasciste» est encore propagée par des nostalgiques du stalinisme, comme le groupe social-patriote PRCF qui publie «Initiative communiste».

(2) cf «Le Monde», rubrique littéraire du 26/10/2006.

(3) Horthy était le chef du régime fasciste allié à Hitler. Estherazy était le plus grand propriétaire terrien de Hongrie avant la confiscation des terres par le régime stalinien; il venait d'être libéré par les insurgés, comme tous les prisonniers politiques.

(4) Guy Mollet et Saragat étaient les dirigeants des partis socialistes français et italiens.

(5) Imre Nagy qui jouissait d'une réputation de libéral parmi les dirigeants staliniens hongrois après un bref passage au gouvernement, avait été propulsé au pouvoir par les russes dans l'espoir qu'il réussisse à calmer les choses. Son premier acte officiel avait été de décréter la loi martiale (par la suite il affirmera que sa signature avait été extorquée). Mais son troisième gouvernement en quelques semaines, qui avait trop cédé aux aspirations nationales, sera renversé par les troupes russes revenant dans le pays après l'avoir quitté; il sera condamné à mort et exécuté pour «trahison» par ceux-là même qui l'avaient installé au gouvernement!

Vie du Parti

Réunion Publique sur le Liban

Le 21 octobre dernier, dans le cadre des réunions que nous organisons régulièrement à Paris depuis quelques années, nous avons tenu une réunion sur le thème: «Moyen-Orient: rivalités bourgeoises et perspectives prolétariennes».

Revenant essentiellement sur la guerre du Liban de cet été, l'exposé a brossé les rapports entre l'impérialisme français et ce pays dont il a été en fait le créateur et avec lequel il a gardé des liens économiques encore substantiels quoique en déclin inexorable face à la poussée des Etats-Unis, des autres impérialismes et des pays de la région. On a ensuite expliqué la base matérielle de la naissance et de la montée des courants islamistes; les progrès du capitalisme dans les campagnes libanaises qui ont entraîné un exode rural massif, alors que la solution classique de l'émigration se tarissait et que l'absence de débouchés dans la fonction publique entraînait une forte hausse du chômage qui frappait plus profondément les éléments issus de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie chiïtes: ce sont ces bouleversements sociaux qui sont à l'origine de la décadence du chiïsme traditionnel organisé autour des 3 ou 4 plus grandes familles de propriétaires terriens, et l'apparition de mouvements exprimant des revendications sociales essentiellement petites-bourgeoises (comme le relèvement du prix d'achat du tabac aux paysans), mêlées à une critique virulente de la corruption des couches dirigeantes sur un fond d'idéologie chiïte religieuse classique; le «mouvement des déshérités» de l'imam Moussa Sadr connaîtra ainsi une croissance fulgurante, qui ne sera pas stoppé par la disparition mystérieuse en Libye de celui-ci. Successeur de ce mouvement, «Amal» connaîtra une évolution conservatrice et institutionnelle telle que des courants dissidents constitueront un nouveau mouvement, le Hezbollah, inspiré politiquement mais aussi matériellement par le gouvernement de la «révolution islamique» iranienne, et sur la base de la guérilla contre l'occupation israélienne du sud chiïte du Liban. Les groupes à l'origine du Hezbollah ont été les auteurs des attentats meurtriers contre les troupes américaines et françaises présentes à Beyrouth au début des années 80.

Si les actions de guérilla contraindront finalement Israël à se retirer du Sud-Liban après 20 ans d'occupation, le Hezbollah suivra la même trajectoire politique que Amal. Il abandonnera vite son objectif de mettre fin au confessionalisme de la vie politique libanaise et bornera son action de guérilla aux seules frontières du pays. Cette action militaire elle-même est le fait de combattants

professionnels, bien entraînés, bien armés et payés grâce au soutien de la Syrie et de l'Iran. Dans les zones où il est majoritaire, le Hezbollah impose à la population un ordre réactionnaire de défense de la famille et de la propriété privée, tandis qu'il a participé à Beyrouth à la spéculation immobilière organisée par le régime Hariri, dont il faisait partie.

Le Hezbollah ne peut par conséquent en aucune façon être considéré comme une organisation qui serait plus ou moins l'expression de masses en lutte ou s'appuyant sur elles. S'il possède une influence de masse indéniable, c'est en raison du clientélisme qu'il a été capable d'instaurer grâce à ses puissants moyens financiers, et qui lui permet de se substituer à un Etat libanais particulièrement défaillant sur le plan social. Soutenir le Hezbollah, comme le font, avec plus ou moins d'enthousiasme ou de réticence, divers groupes d'extrême-gauche, des maoïstes aux trotskystes, parce qu'il a pu résister aux armées israéliennes, signifie soutenir une force bourgeoise qui a déjà démontré son caractère féroce antiprolétarien.

* * *

Nous ne retraçons pas d'autres points de l'exposé, car c'est cette question qui suscita le plus de discussions. Pour des participants à la réunion, nous avons en effet le grand tort de ne pas voir, derrière le Hezbollah, des masses en lutte auxquelles nous devrions apporter notre soutien. D'autres critiques nous ont reproché par ailleurs de ne faire qu'une analyse superficielle des événements: si l'histoire est l'histoire de la lutte des classes, cela veut dire que les guerres sont déterminées par cette lutte des classes, ce qui signifierait que les guerres bourgeoises sont des guerres dirigées contre le prolétariat. Au Liban, comme en Irak ou ailleurs, les impérialistes déclencheraient leurs guerres pour écraser les prolétaires; la tâche des révolutionnaires serait donc d'appeler les prolétaires à la solidarité avec le combat de leurs frères de classe contre Israël ou contre les troupes américaines.

S'il est vrai qu'en dernière analyse toutes les guerres bourgeoises sont antiprolétariennes, cela ne signifie cependant en aucune façon que les ennemis que combattent les bourgeois sont ipso-facto des mouvements prolétariens. Cette position n'est rien d'autre que du **suivisme** par rapport à des organisations et mouvements bourgeois, suivisme dont la conséquence est de s'opposer à toute possibilité d'organisation indépendante de classe des prolétaires. Hier les groupes d'extrême gauche répandaient la fable du caractère socialiste du FLN algérien, du FNL vietnamien, des Sandinistes nicaraguayens, etc.,

et appelaient à soutenir ces organisations.

La position authentiquement communiste est radicalement différente (comme elle est aussi radicalement différente des positions indifférentistes avancées en substance par d'autres participants qui reviennent à mettre sur le même plan les nationalistes palestiniens et l'Etat colonial israélien, parce qu'ils sont les uns et les autres bourgeois): nous sommes pour le **défaitisme révolutionnaire**, pour la défaite de notre impérialisme, quel que soit son adversaire, sans avoir besoin de travestir ce dernier.

C'est à dessein que nous avons rappelé dans le dernier numéro du journal les positions de la IIIe Internationale à ses débuts: tout en combattant sans hésiter les agissements impérialistes, tout en soutenant sans condition les luttes des masses opprimées contre l'impérialisme et le colonialisme, les communistes ne peuvent soutenir des **organisations** que si elles sont authentiquement prolétariennes et communistes.

Ils doivent appeler à l'organisation des prolétaires indépendamment des formations nationalistes (à plus forte raison religieuses), et les avertir que ces dernières se retourneront **inévitablement** contre eux. Dans la situation historique actuelle, ils disent même plus: les faits démontrent de façon indiscutable que c'est uniquement la **révolution communiste internationale**, unissant dans la lutte les prolétaires par delà les frontières nationales, qui sera capable de résoudre y compris les oppressions nationales, raciales ou religieuses qui infestent plus particulièrement le Moyen-Orient.

Si lointaine que paraisse aujourd'hui cette perspective à contre-courant, elle est infiniment plus réaliste que toutes les alternatives démocratiques, diplomatiques, bref bourgeoises, qui ont fait faillite depuis cinquante ans. La seule solution pour les militants de la région est de commencer à oeuvrer en ce sens, en travaillant sur le plan politique pour la constitution de l'embryon du futur parti communiste mondial.

Le suivisme par rapport aux forces bourgeoises, quelle que soit sa forme et quelles que soient ses causes, ne fait que retarder cette solution; il doit être condamné, aujourd'hui comme hier et demain, comme étant un **obstacle à l'émancipation des prolétaires et des masses opprimées**.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4ème liste 2006

Aix, réunions: 40,00 / Alain: 27,50 / Amaury: 7,50 / Besançon: 42,50 / David: 20,00 / Eric: 10,00 / Fabien: 3,50 / Gilbert: 12,50 / Jean-Pierre: 2,50 / Jo.: 2,50 / Paris: 650,00. Lecteurs: 29,00 / Krainem: 2,50 / Leberre: 40,20 / Roger: 15,90 / Samara: 57,70 / Thionville: 22,50 / Victor: 110,00 / Yann Gouer: 32,10

Total liste: 1128,40 Euros
Total général: 3310,70 Euros

«Goupil»

Nous avons appris le décès fin septembre, à l'âge de 88 ans, d'André Claisse, dit «Goupil» (d'après le nom de ses parents nourriciers, les Renard).

Au sortir de la deuxième guerre mondiale Goupil militait dans le petit groupe trotskyste fondé par Barta, «Union communiste» (l'U.C., de tendance ouvriériste, avait refusé de rejoindre les autres groupes trotskystes français qu'elle jugeait petit-bourgeois; après sa disparition en 1950 et le retrait de Barta de l'action politique, elle renaîtra en 1956 sous l'appellation de «Voie Ouvrière», l'ancêtre direct de Lutte Ouvrière). Après un passage chez Citroën, l'U.C. envoiya Goupil chez Renault pour y démarrer un travail militant. Les militants de l'U.C. furent à l'initiative de la grande grève Renault de 1947 qui contraignit le PCF à quitter le gouvernement afin d'avoir toute latitude pour contrôler le mécontentement ouvrier dans cette période de «reconstruction» du capitalisme français après la guerre. En désaccord avec l'orientation activiste de l'UC, Goupil rejoignit le groupe de Marc Chyrik (futur fondateur du CCI), la «Gauche Communiste de France». La GCF disparut après que, selon son expression, Chyrik l'ait «laissé tomber» en émigrant au Venezuela en 1952, Goupil rejoignit notre courant. Il en fut un militant du parti jusqu'au début des années 70, date où une grave maladie (cancer) le contraignit à arrêter toute activité.

Dans le milieu des années 90 il recommença à fréquenter le milieu politique révolutionnaire. Courtisé par le CCI qui en faisait un symbole de continuité historique avec la Gauche communiste, il adhéra finalement à cette organisation en 1998. Mais il la quitta en 2000 à cause, selon ses propres termes, de son «idéisme»: il n'était pas d'accord avec sa théorie dite de la «décomposition» (théorie effectivement antimatérialiste) selon laquelle il existerait un «blocage» entre les deux classes fondamentales de la société, bourgeoisie et prolétariat, aucune d'entre elles n'ayant la force d'imposer sa solution à l'autre. Fréquentant alors les militants du BIPR (Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, rassemblement animé principalement par «Battaglia Comunista»), il fut l'un des fondateurs et membre pendant quelque temps de sa «section sympathisante» en France, «Bilan et Perspectives».

Bien qu'il ait quitté cette organisation et qu'il fréquentait nos réunions jusqu'à ce qu'un nouveau cancer lui interdise pratiquement les déplacements, il restait en fait politiquement proche de Battaglia Comunista (notamment sur la question des luttes immédiates).

En dépit de toutes les vicissitudes de la vie politique, Goupil restera pour ceux qui l'ont connu une figure de militant prolétarien toujours sur la brèche, malgré l'âge, la maladie et les difficultés familiales récurrentes, un authentique exemple à suivre pour tous, jeunes ou moins jeunes.

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**